

HUISE. — Bij ministerieel besluit van 30 januari 1995 wordt het plan van de nieuwe en van de af te schaffen wegen, afwateringen en daarbij behorende kunstwerken in het kader van de ruilverkaveling Huise goedgekeurd.

De wegen, afwateringen en kunstwerken, worden toegewezen aan het domein van de betrokken gemeente.

Er wordt toepassing gemaakt van de bepalingen van artikel 70 van de wet van 22 juli 1970 op de ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet.

MALDEGEM. — Bij ministerieel besluit van 30 januari 1995 wordt het plan van de nieuwe en van de af te schaffen wegen, afwateringen en daarbij behorende kunstwerken in het kader van de ruilverkaveling Maldegem goedgekeurd.

Betreffende de wegen, afwateringen en kunstwerken, welke zich op het grondgebied van de gemeente Maldegem bevinden, wordt toepassing gemaakt van de bepalingen van artikel 70 van de wet van 22 juli 1970 op de ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet.

SINT-LENAARTS. — Bij ministerieel besluit van 2 februari 1995 wordt het plan van de nieuwe en van de af te schaffen wegen, afwateringen en daarbij behorende kunstwerken in het kader van de ruilverkaveling Sint-Lenaarts goedgekeurd.

Betreffende de wegen, afwateringen en kunstwerken, welke zich op het grondgebied van de gemeenten Brecht, Hoogstraten, Wuustwezel en Rijkevorsel bevinden, wordt toepassing gemaakt van de bepalingen van artikel 70 van de wet van 22 juli 1970 op de ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet.

Administratie Waterwegen en Zeewezen

Besluiten betreffende de provincies, steden en gemeenten

KORTRIJK. — Bij besluit van 2 februari 1995 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Ruimtelijke Ordening en Binnenlandse Aangelegenheden is voorgeschreven dat de bepalingen van artikel 5 van de wet van 26 juli 1962, tot instelling van een rechtspleging bij dringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte, dienen te worden toegepast voor de onteigeningen door het Vlaamse Gewest op het grondgebied van de stad Kortrijk voor de verbredingswerken aan de Leie afwaarts de Groeningebrug. Het plan nr. A4-1750 is ter inzage bij de afdeling Bovenschelde, Passionistenlaan 82, 8500 Kortrijk. De te onteigenen percelen zijn gekend onder de volgende kadastrale gegevens: artikel nrs. 9574, 11530, 7145, 11171 en 13543, sectie B, perceelnummers 11 w, 11 x, 14 g, 31 s, 31 t, 31 d2, 30/3 b, 31 c2, 32 p, 32/3b, 32 f, 38 c, 39 e en 11 v.

Dit besluit kan worden aangevochten voor de Raad van State binnen een termijn van 60 dagen vanaf de kennisgeving van de onteigening alsook voor de Vrederechter op het ogenblik dat de gerechtelijke fase wordt ingezet.

Het verzoekschrift dient aangetekend te worden neergelegd bij de Raad van State samen met 3 gemaakte afschriften en bovendien zoveel afschriften als er tegenpartijen zijn (art. 85 van het procedure-reglement van de Raad van State).

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

Désignation

Par arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 mars 1995, MM. Jean-Pierre Hubin et Claude Chenoux sont respectivement désignés comme membre effectif et suppléant représentant le Gouvernement de la Communauté française au sein du Comité de gestion du Secrétariat Permanent au Recrutement à partir du 1^{er} janvier 1995.

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

Aanwijzing

Bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 maart 1995 worden de heren Jean-Pierre Hubin en Claude Chenoux respectievelijk tot werkend en plaatsvervangend lid ter vertegenwoordiging van de Regering van de Franse Gemeenschap in het kader van het beheerscomité van het Vast Wervingssecretariaat vanaf 1 januari 1995 benoemd.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

[S-C — 29120]

10 JANVIER 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation du règlement d'ordre intérieur des Commissions paritaires de l'enseignement libre confessionnel

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 92 du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 18 février 1993 relatif aux Commissions paritaires dans l'enseignement libre confessionnel;

Sur proposition du Ministre ayant le statut des membres du personnel de l'enseignement libre dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française en date du 5 décembre 1994.

Arrête :

Article unique. Le règlement d'ordre intérieur, ci-annexé, de chacune des Commissions paritaires de l'enseignement libre confessionnel instituées par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1993 est approuvé.

Bruxelles, le 10 janvier 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
de l'Aide à la jeunesse et des Relations internationales,

M. LEBRUN

COMMISSION PARITAIRE DE L'ENSEIGNEMENT SPECIAL LIBRE CONFESSIONNEL
Règlement d'ordre intérieur adopté en séance du 28 avril 1994

CHAPITRE Ier. — *Institution, siège*

Article 1er. Par arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1993 (*Moniteur belge* du 16 mars 1993) est instituée la Commission paritaire de l'Enseignement spécial libre confessionnel compétente pour les établissements d'enseignement libre confessionnel organisant l'enseignement spécial.

Sa compétence s'étend aux membres du personnel subsidiés occupés par les établissements d'enseignement susvisés, à l'exclusion du personnel subsidie de la catégorie du personnel administratif.

Art. 2. Le siège de la Commission est établi à Bruxelles, dans les locaux du Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation de la Communauté française, Administration de l'Enseignement spécial, actuellement avenue des Arts, 19 A — D.

Toutefois, en cas de nécessité, les réunions peuvent se tenir en dehors du siège de la Commission paritaire.

CHAPITRE II. — *Mission*

Art. 3. La Commission paritaire a pour missions :

- a) de délibérer sur les conditions spécifiques de travail dans l'enseignement spécial libre confessionnel;
- b) de prévenir ou de concilier tout différend qui menacerait de s'élever ou se serait élevé entre les pouvoirs organisateurs et les membres du personnel relevant du champ de compétence de la Commission paritaire;
- c) d'établir des règles complémentaires aux dispositions statutaires du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidie de l'enseignement libre subventionné et spécifiques à ce niveau d'enseignement.

CHAPITRE III. — *Composition*

Art. 4. La Commission paritaire est composée de :

- a) un président et un vice-président;
- b) un référendaire;
- c) un secrétaire et un secrétaire adjoint;
- d) 22 membres effectifs et 22 membres suppléants représentant les organisations d'employeurs et de travailleurs, dont 11 membres effectifs et 11 membres suppléants représentant les pouvoirs organisateurs dans l'enseignement libre confessionnel et 11 membres effectifs et 11 membres suppléants représentant les organisations représentatives des membres du personnel dans l'enseignement libre confessionnel, affiliées à une organisation syndicale représentée au Conseil national du Travail.

Les président, vice-président, référendaire, secrétaire, secrétaire adjoint et membres de la Commission ont été nommés pour la première fois par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 novembre 1993 publié au *Moniteur belge* du 17 décembre 1993. Les membres sont nommés pour une durée de cinq années.

Le mandat des membres prend fin :

- a) en cas de démission;
- b) lorsque l'organisation qui a présenté le membre concerné demande son remplacement;
- c) en cas de décès.

Lorsqu'une organisation demande au Ministre compétent le remplacement d'un membre effectif ou suppléant, elle transmet copie de cette demande de modification au président de la Commission paritaire de l'Enseignement spécial libre confessionnel.

Art. 5. Les membres de la Commission peuvent se faire assister par des conseillers techniques. Le nombre de ces conseillers techniques s'élève à huit personnes.

Le nombre de conseillers techniques qui pourra être délégué par les organisations d'employeurs est fixé à 4. Le nombre de conseillers techniques qui pourra être délégué par les organisations syndicales est fixé à 2 pour la C.S.C. et 1 pour chacune des autres organisations représentatives des travailleurs siégeant au sein de la Commission.

Pour l'application du présent article, on entend par « organisation représentative des travailleurs » les confédérations syndicales auxquelles sont affiliées les organisations siégeant au sein de la Commission.

Les conseillers techniques ne disposent pas du droit de parole aux cours des réunions plénières de la Commission paritaire en ce qui concerne les points à l'ordre du jour qui ont fait l'objet d'un examen préalable au sein d'un groupe de travail.

CHAPITRE IV. — *Fonctionnement*

A. Réunions.

Art. 6. La Commission se réunit à l'initiative du président ou à la demande d'une organisation qui y est représentée.

Cette demande mentionne les points que l'organisation désire voir porter à l'ordre du jour et est accompagnée d'une note explicative et de toute la documentation nécessaire.

Les questions soumises par les organisations sont traitées dans les trente jours à dater de leur réception par le président.

Pour l'application du présent article, on entend par « être traitées » le fait que les questions soient inscrites à l'ordre du jour d'une réunion de la Commission paritaire.

Art. 7. Le président fixe la date de la réunion et arrête l'ordre du jour.

En cours de réunion, chaque membre peut proposer de modifier l'ordre du jour. Les modifications doivent être adoptées à l'unanimité.

Lorsque la modification de l'ordre du jour a pour conséquence l'inscription d'un nouveau point à l'ordre du jour, les dispositions de l'article 6, alinéa 2 du présent règlement d'ordre intérieur sont d'application.

Art. 8. Les membres sont convoqués à l'intervention du président. La convocation indique la date, le lieu et l'ordre du jour de la réunion et est accompagnée de la note explicative visée à l'article 6 et de toute la documentation relative à l'ordre du jour.

Elle est adressée aux membres effectifs et suppléants ainsi qu'au référendaire au moins dix jours avant la date de la réunion.

Art. 9. Le membre effectif empêché pourvoit à sa suppléance.

Lorsqu'un membre suppléant remplace un membre effectif, il en avertit le président des l'ouverture de la séance.

Lorsque des conseillers techniques assistent à la réunion, la Commission est informée de leur présence au plus tard au début de la séance par un membre de la Commission paritaire.

Art. 10. La Commission ne délibère valablement que si la moitié au moins des membres effectifs ou suppléants représentant les employeurs et la moitié au moins des membres effectifs ou suppléants représentant les travailleurs sont présents.

Si la condition visée à l'alinéa précédent n'est pas remplie, une nouvelle réunion sera convoquée et elle délibérera valablement quel que soit le nombre de membres présents représentant d'une part les employeurs et d'autre part les travailleurs sur les points inscrits à l'ordre du jour de la séance précédente.

Les membres suppléants ne peuvent siéger qu'en remplacement des membres effectifs empêchés.

Art. 11. Le président vérifie si les conditions fixées pour délibérer valablement sont réunies.

Il dirige les débats et assure le bon fonctionnement de la Commission.

Les décisions sont prises à l'unanimité des voix des membres présents.

Le président veille à la transmission des décisions de la Commission paritaire au membre du Gouvernement de la Communauté française compétent pour le statut des membres du personnel visés à l'article 1er du présent règlement d'ordre intérieur ainsi, s'il échet, qu'aux parties concernées. Il assure cette transmission dans les huit jours suivant l'approbation définitive du texte de la décision.

Lorsque la Commission paritaire prend une décision, elle précise si elle souhaite que le Gouvernement de la Communauté française lui donne ou non force obligatoire.

Le président informe les membres de la Commission paritaire dans les plus brefs délais et au plus tard pendant la séance suivante, de la notification que lui adresse le Ministre en application de l'article 97 (refus de la force obligatoire) du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiaires de l'enseignement libre subventionné.

Il informe également les membres de la notification que lui adresse le Ministre lorsque le Gouvernement de la Communauté française donne force obligatoire à une décision.

Art. 12. Le secrétaire ou le secrétaire adjoint assiste aux réunions de la Commission.

Le référendaire assiste aux réunions de la Commission paritaire lorsqu'il l'estime opportun ainsi qu'à la demande de la Commission se prononçant à la majorité des voix des membres présents ou du président.

Le référendaire émet d'initiative ou à la demande de la Commission se prononçant à la majorité des voix ou à la demande du président un avis sur toute question portée à l'ordre du jour de la Commission ou d'un groupe de travail de la Commission.

L'avis émis par le référendaire est dans la mesure du possible consigné dans un document.

Art. 13. Les réunions de la Commission ne sont pas publiques.

B. Procès-verbal des réunions.

Art. 14. Le secrétaire établit le procès-verbal de chaque réunion.

Le procès-verbal mentionne :

- la dénomination de l'organe paritaire;
- le lieu et la date de la réunion, les heures d'ouverture et de clôture;
- le nom des membres présents, excuses ou absents et l'organisation qui a présenté ces membres;
- le nom des membres suppléants représentant les membres effectifs empêchés;
- les points portés à l'ordre du jour;
- la constatation par le président que les conditions pour délibérer valablement sont réunies.

Le procès-verbal doit être le compte rendu fidèle et détaillé des débats et reprendre point par point les conclusions arrêtées. En annexe du procès-verbal de la réunion, sont repris les documents :

- a) distribués en séance;
- b) ayant fait l'objet d'une discussion en séance;
- c) reprenant les décisions, avis, propositions et autres actes de la Commission arrêtés au cours de la discussion.

Art. 15. Le secrétaire transmet le procès-verbal au président dans le délai de trois jours.

Le président signe le procès-verbal de la réunion qu'il transmet dans le délai de trois jours au Ministre du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 16. Le procès-verbal est adressé aux membres effectifs et suppléants dans les dix jours qui suivent la réunion.

A défaut de demande de rectification adressée au président dans les quinze jours de l'envoi du procès-verbal, celui-ci est censé approuvé par la Commission.

Le président soumet la demande de rectification à l'accord des membres qui ont assisté à la réunion. En cas de désaccord sur cette demande, l'approbation du procès-verbal a lieu au début de la plus prochaine réunion de la Commission.

Une copie du texte définitif du procès-verbal est envoyée aux membres effectifs et suppléants ainsi qu'au référendaire et au Ministre du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 17. Sauf si la Commission en décide autrement, les procès-verbaux des réunions ne sont pas communiqués à des tiers.

C. Décisions et autres actes de la Commission.

Art. 18. Les avis, propositions, demandes ainsi que les autres actes de la Commission sont approuvés au cours de la réunion pendant laquelle ils ont été formulés, pris ou conclus et font chacun l'objet de documents séparés qui sont annexés au procès-verbal de la réunion.

Conformément aux dispositions de l'article 11 du présent règlement d'ordre intérieur, le président assure la transmission des avis, propositions et décisions au Ministre de la Communauté française compétent dans les huit jours suivant l'approbation définitive de l'acte en cause.

Art. 19. Les décisions prises au sein de la Commission peuvent être rendues obligatoires par le Gouvernement de la Communauté française à la demande de la Commission ou d'une organisation représentée au sein de celle-ci.

Le président informe la Commission paritaire, au plus tard pendant la séance suivante, de :

- la demande lui adressée par une organisation de demander au Gouvernement de la Communauté française de donner force obligatoire à une décision de la Commission paritaire.
- la notification que lui adresse le Ministre en application de l'article 97 (refus de donner force obligatoire à une décision) du décret du 1^{er} février 1993.
- la notification que lui adresse le Ministre lorsque le Gouvernement de la Communauté française donne force obligatoire à une décision de la Commission.

D. Autres attributions du président, du vice-président et du secrétaire.

Art. 20. Le président représente la Commission dans les rapports de celle-ci avec des tiers.

Il signe la correspondance de la Commission.

Il ne peut déléguer ce pouvoir au secrétaire.

Art. 21. En cas d'absence du président, le vice-président le remplace et exerce dans ce cas les mêmes attributions que celles du président.

Art. 22. Le secrétaire exerce sa mission sous l'autorité et la direction du président.

E. Constitution de groupes de travail.

Art. 23. La Commission peut constituer des groupes de travail à l'effet d'étudier les problèmes particuliers qu'elle détermine.

Lorsque la commission décide de créer un groupe de travail, la composition de celui-ci est de 5 membres représentant les employeurs et de 5 membres représentant les travailleurs. La répartition des membres représentant les travailleurs est de 3 C.S.C., 1 F.G.T.B. et 1 C.G.S.L.B.

Les membres peuvent en outre s'adjoindre des conseillers techniques dont le nombre et la répartition sont conformes aux dispositions de l'article 5 du présent règlement d'ordre intérieur.

Le président et le secrétaire ou le secrétaire adjoint participent aux réunions des groupes de travail. Le référendaire peut assister aux réunions des groupes de travail.

Les dispositions du présent règlement relatives aux tâches et compétences du président, du secrétaire, du secrétaire adjoint ainsi que du référendaire s'appliquent lors des réunions des groupes de travail.

Les membres des groupes de travail ne doivent pas nécessairement être des membres effectifs ou suppléants de la Commission paritaire de l'Enseignement spécial libre confessionnel. Tous les membres du groupe de travail ont droit de parole.

Seuls les membres effectifs ou suppléants participant aux réunions de groupes de travail peuvent prétendre au remboursement des frais de déplacement prévu par l'article 8 de l'arrêté de l'Exécutif du 18 février 1993 relatif aux Commissions paritaires dans l'enseignement libre confessionnel.

Les conclusions des études des groupes de travail sont transmises à la Commission paritaire de l'Enseignement spécial libre confessionnel.

CHAPITRE V. — Conciliation

Art. 24. La Commission paritaire de l'Enseignement spécial libre confessionnel crée en son sein un bureau de conciliation dont la composition, la compétence matérielle et le mode de fonctionnement sont régies par une décision de la Commission paritaire.

CHAPITRE VI. — Frais de fonctionnement et frais de déplacement

Art. 25. Les frais de fonctionnement de la Commission paritaire de l'Enseignement spécial libre confessionnel sont à charge de la Communauté française.

Art. 26. Pour l'application de l'article 8 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française relatif aux commissions paritaires dans l'enseignement libre confessionnel, le trajet pris en considération pour le calcul des frais de déplacement est le trajet entre le domicile et le lieu de la réunion.

CHAPITRE VII. — Modification du règlement d'ordre intérieur

Art. 27. Le présent règlement d'ordre intérieur peut être modifié par décision de la Commission si les modifications projetées ne dérogent pas à la législation et ont été inscrites à l'ordre du jour.

La modification est soumise à l'approbation du Gouvernement de la Communauté française.

CHAPITRE VIII. — Dispositions finales

A. Correspondance et archives.

Art. 28. Toute la correspondance relative à tout ce qui concerne la Commission doit être adressée au président, au siège de la Commission.

Art. 29. Les archives de la Commission sont conservées par le service désigné par le Secrétaire général du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation de la Communauté française.

B. Dépôt du règlement d'ordre intérieur.

Art. 30. Le présent règlement d'ordre intérieur est déposé au service désigné en application de l'article 29 du présent règlement d'ordre intérieur.

C. Approbation du règlement d'ordre intérieur.

Art. 31. Conformément aux dispositions de l'article 92 du décret du 1er février 1993, le présent règlement d'ordre intérieur est soumis, à l'initiative du président, à l'approbation du Gouvernement de la Communauté française.

D. Entrée en vigueur

Art. 32. Sous réserve de son approbation par le Gouvernement de la Communauté française, le présent règlement d'ordre intérieur entre en vigueur le 28 avril 1994.

Ainsi adopté en séance du 28 avril 1994 de la C.P. Enseignement spécial libre confessionnel.

Pour copie certifiée conforme :

La secrétaire,
M. Celen.

Le président,
J. Servotte.

COMMISSION PARITAIRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR LIBRE CONFESSIONNEL

Règlement d'ordre intérieur adopté en séance du 26 avril 1994

CHAPITRE Ier. — Institution, siège

Article 1er. Par arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1993 (*Moniteur belge* du 16 mars 1993) est instituée la Commission paritaire de l'Enseignement supérieur libre confessionnel compétente pour les établissements d'enseignement libre confessionnel organisant l'enseignement supérieur.

Sa compétence s'étend aux membres du personnel subsidiés occupés par les établissements d'enseignement susvisés, à l'exclusion du personnel subsidié de la catégorie du personnel administratif.

Art. 2. Le siège de la Commission est établi à Bruxelles, dans les locaux du Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation de la Communauté française, Administration de l'Enseignement supérieur, actuellement Cité administrative, rue Royale 204 (adresse postale : boulevard Pacheco 19, bte 0).

Toutefois, en cas de nécessité, les réunions peuvent se tenir en dehors du siège de la Commission paritaire.

CHAPITRE II. — Mission

Art. 3. La Commission paritaire a pour missions :

- a) de délibérer sur les conditions spécifiques de travail dans l'enseignement Supérieur libre confessionnel;
- b) de prévenir ou de concilier tout différend qui menacerait de s'élever ou se serait élevé entre les pouvoirs organisateurs et les membres du personnel relevant du champ de compétence de la Commission paritaire;
- c) d'établir des règles complémentaires aux dispositions statutaires du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné et spécifiques à ce niveau d'enseignement.

CHAPITRE III. — Composition

Art. 4. La Commission paritaire est composée de :

- a) un président et un vice-président;
- b) un référendaire;
- c) un secrétaire et un secrétaire adjoint;
- d) 22 membres effectifs et 22 membres suppléants représentant les organisations d'employeurs et de travailleurs, dont 11 membres effectifs et 11 membres suppléants représentant les pouvoirs organisateurs dans l'enseignement libre confessionnel et 11 membres effectifs et 11 membres suppléants représentant les organisations représentatives des membres du personnel dans l'enseignement libre confessionnel, affiliées à une organisation syndicale représentée au Conseil national du Travail.

Les président, vice-président, référendaire, secrétaire, secrétaire adjoint et membres de la Commission ont été nommés pour la première fois par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 novembre 1993 publié au *Moniteur belge* du 17 décembre 1993. Les membres sont nommés pour une durée de cinq années. Le mandat des membres prend fin :

- a) en cas de démission;
- b) lorsque l'organisation qui a présenté le membre concerné demande son remplacement;
- c) en cas de décès.

Lorsqu'une organisation demande au Ministre compétent le remplacement d'un membre effectif ou suppléant, elle transmet copie de cette demande de modification au président de la Commission paritaire de l'Enseignement supérieur libre confessionnel.

Art. 5. Les membres de la Commission peuvent se faire assister par des conseillers techniques.

Le nombre de ces conseillers techniques s'élève à huit personnes.

Le nombre de conseillers techniques qui pourra être délégué par les organisations d'employeurs est fixé à 4. Le nombre de conseillers techniques qui pourra être délégué par les organisations syndicales est fixé à 2 pour la C.S.C. et 1 pour chacune des autres organisations représentatives des travailleurs siégeant au sein de la Commission.

Pour l'application du présent article, on entend par « organisation représentative des travailleurs » les confédérations syndicales auxquelles sont affiliées les organisations siégeant au sein de la Commission.

Les conseillers techniques ne disposent pas du droit de parole aux cours des réunions plénières de la Commission paritaire en ce qui concerne les points à l'ordre du jour qui ont fait l'objet d'un examen préalable au sein d'un groupe de travail.

CHAPITRE IV. — Fonctionnement

A. Réunions.

Art. 6. La Commission se réunit à l'initiative du président ou à la demande d'une organisation qui y est représentée.

Cette demande mentionne les points que l'organisation désire voir porter à l'ordre du jour et est accompagnée d'une note explicative et de toute la documentation nécessaire.

Les questions soumises par les organisations sont traitées dans les trente jours à dater de leur réception par le président.

Pour l'application du présent article, on entend par « être traitées » le fait que les questions soient inscrites à l'ordre du jour d'une réunion de la Commission paritaire.

Art. 7. Le président fixe la date de la réunion et arrête l'ordre du jour.

En cours de réunion, chaque membre peut proposer de modifier l'ordre du jour. Les modifications doivent être adoptées à l'unanimité.

Lorsque la modification de l'ordre du jour a pour conséquence l'inscription d'un nouveau point à l'ordre du jour, les dispositions de l'article 6, alinéa 2, du présent règlement d'ordre intérieur sont d'application.

Art. 8. Les membres sont convoqués à l'intervention du président. La convocation indique la date, le lieu et l'ordre du jour de la réunion et est accompagnée de la note explicative visée à l'article 6 et de toute la documentation relative à l'ordre du jour.

Elle est adressée aux membres effectifs et suppléants ainsi qu'au référendaire au moins 10 jours avant la date de la réunion.

Art. 9. Le membre effectif empêché pourvoit à sa suppléance.

Lorsqu'un membre suppléant remplace un membre effectif, il en avertit le président dès l'ouverture de la séance.

Lorsque des conseillers techniques assistent à la réunion, la Commission est informée de leur présence au plus tard au début de la séance par un membre de la Commission paritaire.

Art. 10. La Commission ne délibère valablement que si la moitié au moins des membres effectifs ou suppléants représentant les employeurs et la moitié au moins des membres effectifs ou suppléants représentant les travailleurs sont présents.

Si la condition visée à l'alinéa précédent n'est pas remplie, une nouvelle réunion sera convoquée et elle délibérera valablement quel que soit le nombre de membres présents représentant d'une part les employeurs et d'autre part les travailleurs sur les points inscrits à l'ordre du jour de la séance précédente.

Les membres suppléants ne peuvent siéger qu'en remplacement des membres effectifs empêchés.

Art. 11. Le président vérifie si les conditions fixées pour délibérer valablement sont réunies.

Il dirige les débats et assure le bon fonctionnement de la Commission.

Les décisions sont prises à l'unanimité des voix des membres présents.

Le président veille à la transmission des décisions de la Commission paritaire au membre du Gouvernement de la Communauté française compétent pour le statut des membres du personnel visés à l'article 1er du présent règlement d'ordre intérieur ainsi, s'il échet, qu'aux parties concernées. Il assure cette transmission dans les huit jours suivant l'approbation définitive du texte de la décision.

Lorsque la Commission paritaire prend une décision, elle précise si elle souhaite que le Gouvernement de la Communauté française lui donne ou non force obligatoire.

Le président informe les membres de la Commission paritaire dans les plus brefs délais et au plus tard pendant la séance suivante, de la notification que lui adresse le Ministre en application de l'article 97 (refus de la force obligatoire) du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiaires de l'enseignement libre subventionné.

Il informe également les membres de la notification que lui adresse le Ministre lorsque le Gouvernement de la Communauté française donne force obligatoire à une décision.

Art. 12. Le secrétaire ou le secrétaire adjoint assiste aux réunions de la Commission.

Le référendaire assiste aux réunions de la Commission paritaire lorsqu'il l'estime opportun ainsi qu'à la demande de la Commission se prononçant à la majorité des voix des membres présents ou du Président.

Le référendaire émet d'initiative ou à la demande de la Commission se prononçant à la majorité des voix ou à la demande du Président un avis sur toute question portée à l'ordre du jour de la Commission ou d'un groupe de travail de la Commission.

L'avis émis par le référendaire est dans la mesure du possible consigné dans un document.

Art. 13. Les réunions de la Commission ne sont pas publiques.

B Procès-verbal des réunions.

Art. 14. Le secrétaire établit le procès-verbal de chaque réunion.

Le procès-verbal mentionne :

- la dénomination de l'organe paritaire;
- le lieu et la date de la réunion, les heures d'ouverture et de clôture;
- le nom des membres présents, excuses ou absents et l'organisation qui a présenté ces membres;
- le nom des membres suppléants représentant les membres effectifs empêchés;
- les points portés à l'ordre du jour;
- la constatation par le président que les conditions pour délibérer valablement sont réunies.

Le procès-verbal doit être le compte rendu fidèle et détaillé des débats et reprendre point par point les conclusions arrêtées. En annexe du procès-verbal de la réunion, sont repris les documents :

a) distribués en séance

b) ayant fait l'objet d'une discussion en séance;

c) reprenant les décisions, avis, propositions et autres actes de la Commission arrêtés au cours de la discussion.

Art. 15. Le secrétaire transmet le procès-verbal au président dans le délai de trois jours.

Le président signe le procès-verbal de la réunion qu'il transmet dans le délai de trois jours au Ministre du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 16. Le procès-verbal est adressé aux membres effectifs et suppléants dans les dix jours qui suivent la réunion.

A défaut de demande de rectification adressée au président dans les quinze jours de l'envoi du procès-verbal, celui-ci est censé approuvé par la Commission.

Le président soumet la demande de rectification à l'accord des membres qui ont assisté à la réunion. En cas de désaccord sur cette demande, l'approbation du procès-verbal a lieu au début de la plus prochaine réunion de la Commission.

Une copie du texte définitif du procès-verbal est envoyée aux membres effectifs et suppléants ainsi qu'au référendaire et au Ministre du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 17. Sauf si la Commission en décide autrement, les procès-verbaux des réunions ne sont pas communiqués à des tiers.

C. Décisions et autres actes de la Commission.

Art. 18. Les avis, propositions, demandes ainsi que les autres actes de la Commission sont approuvés au cours de la réunion pendant laquelle ils ont été formulés, pris ou conclus et font chacun l'objet de documents séparés qui sont annexés au procès-verbal de la réunion.

Conformément aux dispositions de l'article 1er du présent règlement d'ordre intérieur, le président assure la transmission des avis, propositions et décisions au Ministre de la Communauté française compétent dans les huit jours suivant l'approbation définitive de l'acte en cause.

Art. 19. Les décisions prises au sein de la Commission peuvent être rendues obligatoires par le Gouvernement de la Communauté française à la demande de la Commission ou d'une organisation représentée au sein de celle-ci.

Le président informe la Commission paritaire, au plus tard pendant la séance suivante, de :

— la demande lui adressée par une organisation de demander au Gouvernement de la Communauté française de donner force obligatoire à une décision de la Commission paritaire.

— la notification que lui adresse le Ministre en application de l'article 97 (refus de donner force obligatoire à une décision) du décret du 1er février 1993.

— la notification que lui adresse le Ministre lorsque le Gouvernement de la Communauté française donne force obligatoire à une décision de la Commission.

D. Autres attributions du président, du vice-président et du secrétaire.

Art. 20. Le président représente la Commission dans les rapports de celle-ci avec des tiers.

Il signe la correspondance de la Commission.

Il ne peut déléguer ce pouvoir au secrétaire.

Art. 21. En cas d'absence du président, le vice-président le remplace et exerce dans ce cas les mêmes attributions que celles du président.

Art. 22. Le secrétaire exerce sa mission sous l'autorité et la direction du président.

E. Constitution de groupes de travail.

Art. 23. La Commission peut constituer des groupes de travail à l'effet d'étudier les problèmes particuliers qu'elle détermine.

Lorsque la commission décide de créer un groupe de travail, la composition de celui-ci est de 5 membres représentant les employeurs et de 5 membres représentant les travailleurs. La répartition des membres représentant les travailleurs est de 3 C.S.C., 1 F.G.T.B. et 1 C.G.S.L.B.

Les membres peuvent en outre s'adjoindre des conseillers techniques dont le nombre et la répartition sont conformes aux dispositions de l'article 5 du présent règlement d'ordre intérieur.

Le président et le secrétaire ou le secrétaire adjoint participent aux réunions des groupes de travail. Le référendaire peut assister aux réunions des groupes de travail.

Les dispositions du présent règlement relatives aux tâches et compétences du président, du secrétaire, du secrétaire adjoint ainsi que du référendaire s'appliquent lors des réunions des groupes de travail.

Les membres des groupes de travail ne doivent pas nécessairement être des membres effectifs ou suppléants de la Commission paritaire de l'Enseignement supérieur libre confessionnel. Tous les membres du groupe de travail ont droit de parole.

Seuls les membres effectifs ou suppléants participant aux réunions de groupes de travail peuvent prétendre au remboursement des frais de déplacement prévu par l'article 8 de l'arrêté de l'Exécutif du 18 février 1993 relatif aux Commissions paritaires dans l'enseignement libre confessionnel.

Les conclusions des études des groupes de travail sont transmises à la Commission paritaire de l'Enseignement supérieur libre confessionnel.

CHAPITRE V. — Conciliation

Art. 24. La Commission paritaire de l'Enseignement supérieur libre confessionnel crée en son sein un bureau de conciliation dont la composition, la compétence matérielle et le mode de fonctionnement sont réglés par une décision de la Commission paritaire.

CHAPITRE VI. — Frais de fonctionnement et frais de déplacement

Art. 25. Les frais de fonctionnement de la Commission paritaire de l'Enseignement supérieur libre confessionnel sont à charge de la Communauté française.

Art. 26. Pour l'application de l'article 8 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française relatif aux commissions paritaires dans l'enseignement libre confessionnel, le trajet pris en considération pour le calcul des frais de déplacement est le trajet entre le domicile et le lieu de la réunion.

CHAPITRE VII. — Modification du règlement d'ordre intérieur

Art. 27. Le présent règlement d'ordre intérieur peut être modifié par décision de la Commission si les modifications projetées ne dérogent pas à la législation et ont été inscrites à l'ordre du jour.

La modification est soumise à l'approbation du Gouvernement de la Communauté française.

CHAPITRE VIII. — Dispositions finales

A. Correspondance et archives.

Art. 28. Toute la correspondance relative à tout ce qui concerne la Commission doit être adressée au président, au siège de la Commission.

Art. 29. Les archives de la Commission sont conservées par le service désigné par le Secrétaire général du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation de la Communauté française.

B. Dépôt du règlement d'ordre intérieur.

Art. 30. Le présent règlement d'ordre intérieur est déposé au service désigné en application de l'article 29 du présent règlement d'ordre intérieur.

C. Approbation du règlement d'ordre intérieur.

Art. 31. Conformément aux dispositions de l'article 92 du décret du 1er février 1993, le présent règlement d'ordre intérieur est soumis, à l'initiative du président, à l'approbation du Gouvernement de la Communauté française.

D. Entrée en vigueur.

Art. 32. Sous réserve de son approbation par le Gouvernement de la Communauté française, le présent règlement d'ordre intérieur entre en vigueur le 26 avril 1994.

Ainsi approuvé en séance du 26 avril de la C.P. l'Enseignement supérieur libre confessionnel.

Pour copie certifiée conforme :

La secrétaire,
P. Gilles.

Le président,
J. Servotte.

COMMISSION PARITAIRE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE LIBRE CONFESIONNEL
Règlement d'ordre intérieur adopté en séance du 29 avril 1994

CHAPITRE Ier. — *Institution, siège*

Article 1er. Par arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1993 (*Moniteur belge* du 16 mars 1993) est instituée la Commission paritaire de l'Enseignement secondaire libre confessionnel compétente pour les établissements d'enseignement libre confessionnel organisant l'enseignement secondaire.

Sa compétence s'étend aux membres du personnel subsidiaires occupés par les établissements d'enseignement susvisés, à l'exclusion du personnel subsidiaire de la catégorie du personnel administratif.

Art. 2. Le siège de la Commission est établi à Bruxelles, dans les locaux du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation de la Communauté française, Administration de l'Enseignement secondaire, actuellement Cité administrative, rue Royale 204 (adresse postale : boulevard Pachéco 19, bte 0).

Toutefois, en cas de nécessité, les réunions peuvent se tenir en dehors du siège de la Commission paritaire.

CHAPITRE II. — *Mission*

Art. 3. La Commission paritaire a pour missions :

- a) de délibérer sur les conditions spécifiques de travail dans l'enseignement secondaire libre confessionnel;
- b) de prévenir ou de concilier tout différend qui menacerait de s'élever ou se serait élevé entre les pouvoirs organisateurs et les membres du personnel relevant du champ de compétence de la Commission paritaire;
- c) d'établir des règles complémentaires aux dispositions statutaires du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiaires de l'enseignement libre subventionné et spécifiques à ce niveau d'enseignement.

CHAPITRE III. — *Composition*

Art. 4. La Commission paritaire est composée de :

- a) un président et un vice-président;
- b) un référendaire;
- c) un secrétaire et un secrétaire adjoint;
- d) 22 membres effectifs et 22 membres suppléants représentant les organisations d'employeurs et de travailleurs, dont 11 membres effectifs et 11 membres suppléants représentant les pouvoirs organisateurs dans l'enseignement libre confessionnel et 11 membres effectifs et 11 membres suppléants représentant les organisations représentatives des membres du personnel dans l'enseignement libre confessionnel, affiliées à une organisation syndicale représentée au Conseil national du Travail.

Les président, vice-président, référendaire, secrétaire, secrétaire adjoint et membres de la Commission ont été nommés pour la première fois par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 novembre 1993 publié au *Moniteur belge* du 17 décembre 1993.

Les membres sont nommés pour une durée de cinq années. Le mandat des membres prend fin :

- a) en cas de démission;
- b) lorsque l'organisation qui a présenté le membre concerné demande son remplacement;
- c) en cas de décès.

Lorsqu'une organisation demande au Ministre compétent le remplacement d'un membre effectif ou suppléant, elle transmet copie de cette demande de modification au Président de la Commission paritaire de l'Enseignement secondaire libre confessionnel.

Art. 5. Les membres de la Commission peuvent se faire assister par des conseillers techniques.

Le nombre de ces conseillers techniques s'élève à huit personnes.

Le nombre de conseillers techniques qui pourra être délégué par les organisations d'employeurs est fixé à 4. Le nombre de conseillers techniques qui pourra être délégué par les organisations syndicales est fixé à 2 pour la C.S.C. et 1 pour chacune des autres organisations représentatives des travailleurs siégeant au sein de la Commission.

Pour l'application du présent article, on entend par « organisation représentative des travailleurs » les confédérations syndicales auxquelles sont affiliées les organisations siégeant au sein de la Commission.

Les conseillers techniques ne disposent pas du droit de parole aux cours des réunions plénières de la Commission paritaire en ce qui concerne les points à l'ordre du jour qui ont fait l'objet d'un examen préalable au sein d'un groupe de travail.

CHAPITRE IV. — *Fonctionnement*

A. Réunions.

Art. 6. La Commission se réunit à l'initiative du président ou à la demande d'une organisation qui y est représentée.

Cette demande mentionne les points que l'organisation désire voir porter à l'ordre du jour et est accompagnée d'une note explicative et de toute la documentation nécessaire.

Les questions soumises par les organisations sont traitées dans les trente jours à dater de leur réception par le président.

Pour l'application du présent article, on entend par « être traitées » le fait que les questions soient inscrites à l'ordre du jour d'une réunion de la Commission paritaire.

Art. 7. Le président fixe la date de la réunion et arrête l'ordre du jour.

En cours de réunion, chaque membre peut proposer de modifier l'ordre du jour. Les modifications doivent être adoptées à l'unanimité.

Lorsque la modification de l'ordre du jour a pour conséquence l'inscription d'un nouveau point à l'ordre du jour, les dispositions de l'article 6, alinéa 2 du présent règlement d'ordre intérieur sont d'application.

Art. 8. Les membres sont convoqués à l'intervention du président. La convocation indique la date, le lieu et l'ordre du jour de la réunion et est accompagnée de la note explicative visée à l'article 6 et de toute la documentation relative à l'ordre du jour.

Elle est adressée aux membres effectifs et suppléants ainsi qu'au référendaire au moins 10 jours avant la date de la réunion.

Art. 9. Le membre effectif empêché pourvoit à sa suppléance.

Lorsqu'un membre suppléant remplace un membre effectif, il en avertit le président dès l'ouverture de la séance.

Lorsque des conseillers techniques assistent à la réunion, la Commission est informée de leur présence au plus tard au début de la séance par un membre de la Commission paritaire.

Art. 10. La Commission ne délibère valablement que si la moitié au moins des membres effectifs ou suppléants représentant les employeurs et la moitié au moins des membres effectifs ou suppléants représentant les travailleurs sont présents.

Si la condition visée à l'alinéa précédent n'est pas remplie, une nouvelle réunion sera convoquée et elle délibérera valablement quel que soit le nombre de membres présents représentant d'une part les employeurs et d'autre part les travailleurs sur les points inscrits à l'ordre du jour de la séance précédente.

Les membres suppléants ne peuvent siéger qu'en remplacement des membres effectifs empêchés.

Art. 11. Le président vérifie si les conditions fixées pour délibérer valablement sont réunies.

Il dirige les débats et assure le bon fonctionnement de la Commission.

Les décisions sont prises à l'unanimité des voix des membres présents.

Le président veille à la transmission des décisions de la Commission paritaire au membre du Gouvernement de la Communauté française compétent pour le statut des membres du personnel visés à l'article 1er du présent règlement d'ordre intérieur ainsi, s'il échet, qu'aux parties concernées. Il assure cette transmission dans les huit jours suivant l'approbation définitive du texte de la décision.

Lorsque la Commission paritaire prend une décision, elle précise si elle souhaite que le Gouvernement de la Communauté française lui donne ou non force obligatoire.

Le Président informe les membres de la Commission paritaire dans les plus brefs délais et au plus tard pendant la séance suivante, de la notification que lui adresse le Ministre en application de l'article 97 (refus de la force obligatoire) du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné.

Il informe également les membres de la notification que lui adresse le Ministre lorsque le Gouvernement de la Communauté française donne force obligatoire à une décision.

Art. 12. Le secrétaire ou le secrétaire adjoint assiste aux réunions de la Commission.

Le référendaire assiste aux réunions de la Commission paritaire lorsqu'il l'estime opportun ainsi qu'à la demande de la Commission se prononçant à la majorité des voix des membres présents ou du Président.

Le référendaire émet d'initiative ou à la demande de la Commission se prononçant à la majorité des voix ou à la demande du président un avis sur toute question portée à l'ordre du jour de la Commission ou d'un groupe de travail de la Commission.

L'avis émis par le référendaire est dans la mesure du possible consigné dans un document.

Art. 13. Les réunions de la Commission ne sont pas publiques.

B. Procès-verbal des réunions.

Art. 14. Le secrétaire établit le procès-verbal de chaque réunion.

Le procès-verbal mentionne :

— la dénomination de l'organe paritaire;

— le lieu et la date de la réunion, les heures d'ouverture et de clôture;

— le nom des membres présents, excusés ou absents et l'organisation qui a présenté ces membres;

— le nom des membres suppléants représentant les membres effectifs empêchés;

— les points portés à l'ordre du jour;

— la constatation par le président que les conditions pour délibérer valablement sont réunies.

Le procès-verbal doit être le compte rendu fidèle et détaillé des débats et reprendre point par point les conclusions arrêtées. En annexe du procès-verbal de la réunion, sont repris les documents :

a) distribués en séance;

b) ayant fait l'objet d'une discussion en séance;

c) reprenant les décisions, avis, propositions et autres actes de la Commission arrêtés au cours de la discussion.

Art. 15. Le secrétaire transmet le procès-verbal au président dans le délai de trois jours.

Le président signe le procès-verbal de la réunion qu'il transmet dans le délai de trois jours au Ministre du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 16. Le procès-verbal est adressé aux membres effectifs et suppléants dans les dix jours qui suivent la réunion.

A défaut de demande de rectification adressée au président dans les quinze jours de l'envoi du procès-verbal, celui-ci est censé approuvé par la Commission.

Le président soumet la demande de rectification à l'accord des membres qui ont assisté à la réunion. En cas de désaccord sur cette demande, l'approbation du procès-verbal a lieu au début de la plus prochaine réunion de la Commission.

Une copie du texte définitif du procès-verbal est envoyée aux membres effectifs et suppléants ainsi qu'au référendaire et au Ministre du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 17. Sauf si la Commission en décide autrement, les procès-verbaux des réunions ne sont pas communiqués à des tiers.

C. Décisions et autres actes de la Commission.

Art. 18. Les avis, propositions, demandes ainsi que les autres actes de la Commission sont approuvés au cours de la réunion pendant laquelle ils ont été formulés, pris ou conclus et font chacun l'objet de documents séparés qui sont annexés au procès-verbal de la réunion.

Conformément aux dispositions de l'article 1er du présent règlement d'ordre intérieur, le Président assure la transmission des avis, propositions et décisions au Ministre de la Communauté française compétent dans les huit jours suivant l'approbation définitive de l'acte en cause.

Art. 19. Les décisions prises au sein de la Commission peuvent être rendues obligatoires par le Gouvernement de la Communauté française à la demande de la Commission ou d'une organisation représentée au sein de celle-ci.

Le président informe la Commission paritaire, au plus tard pendant la séance suivante, de :

— la demande lui adressée par une organisation de demander au Gouvernement de la Communauté française de donner force obligatoire à une décision de la Commission Paritaire.

— la notification que lui adresse le Ministre en application de l'article 97 (refus de donner force obligatoire à une décision) du décret du 1er février 1993.

— la notification que lui adresse le Ministre lorsque le Gouvernement de la Communauté Française donne force obligatoire à une décision de la Commission.

D. Autres attributions du président, du vice-président et du secrétaire.

Art. 20. Le président représente la Commission dans les rapports de celle-ci avec des tiers.

Il signe la correspondance de la Commission.

Il ne peut déléguer ce pouvoir au secrétaire.

Art. 21. En cas d'absence du président, le vice-président le remplace et exerce dans ce cas les mêmes attributions que celles du président.

Art. 22. Le secrétaire exerce sa mission sous l'autorité et la direction du président.

E. Constitution de groupes de travail.

Art. 23. La Commission peut constituer des groupes de travail à l'effet d'étudier les problèmes particuliers qu'elle détermine.

Lorsque la commission décide de créer un groupe de travail, la composition de celui-ci est de 5 membres représentant les employeurs et de 5 membres représentant les travailleurs. La répartition des membres représentant les travailleurs est de 3 C.S.C., 1 F.G.T.B. et 1 C.G.S.L.B.

Les membres peuvent en outre s'adjoindre des conseillers techniques dont le nombre et la répartition sont conformes aux dispositions de l'article 5 du présent règlement d'ordre intérieur.

Le président et le secrétaire ou le secrétaire adjoint participent aux réunions des groupes de travail. Le référendaire peut assister aux réunions des groupes de travail.

Les dispositions du présent règlement relatives aux tâches et compétences du président, du secrétaire, du secrétaire adjoint ainsi que du référendaire s'appliquent lors des réunions des groupes de travail.

Les membres des groupes de travail ne doivent pas nécessairement être des membres effectifs ou suppléants de la Commission Paritaire de l'Enseignement secondaire libre confessionnel. Tous les membres du groupe de travail ont droit de parole.

Seuls les membres effectifs ou suppléants participant aux réunions de groupes de travail peuvent prétendre au remboursement des frais de déplacement prévu par l'article 8 de l'arrêté de l'Exécutif du 18 février 1993 relatif aux Commissions paritaires dans l'enseignement libre confessionnel.

Les conclusions des études des groupes de travail sont transmises à la Commission paritaire de l'Enseignement secondaire libre confessionnel.

CHAPITRE V. — Conciliation

Art. 24. La Commission paritaire de l'Enseignement secondaire libre confessionnel crée en son sein un bureau de conciliation dont la composition, la compétence matérielle et le mode de fonctionnement sont réglés par une décision de la Commission paritaire.

CHAPITRE VI. — Frais de fonctionnement et frais de déplacement

Art. 25. Les frais de fonctionnement de la Commission paritaire de l'Enseignement secondaire libre confessionnel sont à charge de la Communauté française.

Art. 26. Pour l'application de l'article 8 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française relatif aux commissions paritaires dans l'enseignement libre confessionnel, le trajet pris en considération pour le calcul des frais de déplacement est le trajet entre le domicile et le lieu de la réunion.

CHAPITRE VII. — Modification du règlement d'ordre intérieur

Art. 27. Le présent règlement d'ordre intérieur peut être modifié par décision de la Commission si les modifications projetées ne dérogent pas à la législation et ont été inscrites à l'ordre du jour.

La modification est soumise à l'approbation du Gouvernement de la Communauté française.

CHAPITRE VIII. — Dispositions finales

A. Correspondance et archives.

Art. 28. Toute la correspondance relative à tout ce qui concerne la Commission doit être adressée au président, au siège de la Commission.

Art. 29. Les archives de la Commission sont conservées par le service désigné par le Secrétaire Général du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation de la Communauté française.

B. Dépôt du règlement d'ordre intérieur.

Art. 30. Le présent règlement d'ordre intérieur est déposé au service désigné en application de l'article 29 du présent règlement d'ordre intérieur.

C. Approbation du règlement d'ordre intérieur.

Art. 31. Conformément aux dispositions de l'article 92 du décret du 1er février 1993, le présent règlement d'ordre intérieur est soumis, à l'initiative du Président, à l'approbation du Gouvernement de la Communauté française.

D. Entrée en vigueur.

Art. 32. Sous réserve de son approbation par le Gouvernement de la Communauté française, le présent règlement d'ordre intérieur entre en vigueur le 29 avril 1994.

Pour copie certifiée conforme :

La secrétaire,
M. Lamouline.

Le président,
J. Servotte.

COMMISSION PARITAIRE DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL LIBRE CONFESSIIONNEL
Règlement d'ordre intérieur adopté en séance du 29 avril 1994

CHAPITRE Ier. — *Institution, siège*

Article 1er. Par arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1993 (*Moniteur belge* du 16 mars 1993) est instituée la Commission paritaire de l'Enseignement Fondamental Libre Confessionnel compétente pour les établissements d'enseignement libre confessionnel organisant l'enseignement Fondamental.

Sa compétence s'étend aux membres du personnel subsidiés occupés par les établissements d'enseignement susvisés, à l'exclusion du personnel subsidié de la catégorie du personnel administratif.

Art. 2. Le siège de la Commission est établi à Bruxelles, dans les locaux du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation de la Communauté française, Administration de l'Enseignement Fondamental, actuellement Cité administrative, rue Royale 204 (adresse postale : boulevard Pachéco 19, bte 0).

Toutefois, en cas de nécessité, les réunions peuvent se tenir en dehors du siège de la Commission paritaire.

CHAPITRE II. — *Mission*

Art. 3. La Commission paritaire a pour missions :

- a) de délibérer sur les conditions spécifiques de travail dans l'enseignement Fondamental libre confessionnel;
- b) de prévenir ou de concilier tout différend qui menacerait de s'élever ou se serait élevé entre les pouvoirs organisateurs et les membres du personnel relevant du champ de compétence de la Commission paritaire;
- c) d'établir des règles complémentaires aux dispositions statutaires du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné et spécifiques à ce niveau d'enseignement.

CHAPITRE III. — *Composition*

Art. 4. La Commission paritaire est composée de :

- a) un président et un vice-président;
- b) un référendaire;
- c) un secrétaire et un secrétaire adjoint;
- d) 22 membres effectifs et 22 membres suppléants représentant les organisations d'employeurs et de travailleurs, dont 11 membres effectifs et 11 membres suppléants représentant les pouvoirs organisateurs dans l'enseignement libre confessionnel et 11 membres effectifs et 11 membres suppléants représentant les organisations représentatives des membres du personnel dans l'enseignement libre confessionnel, affiliées à une organisation syndicale représentée au Conseil national du Travail.

Les président, vice-président, référendaire, secrétaire, secrétaire adjoint et membres de la Commission ont été nommés pour la première fois par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 novembre 1993 publié au *Moniteur belge* du 17 décembre 1993.

Les membres sont nommés pour une durée de cinq années. Le mandat des membres prend fin :

- a) en cas de démission;
- b) lorsque l'organisation qui a présenté le membre concerné demande son remplacement;
- c) en cas de décès.

Lorsqu'une organisation demande au Ministre compétent le remplacement d'un membre effectif ou suppléant, elle transmet copie de cette demande de modification au Président de la Commission paritaire de l'Enseignement Fondamental Libre Confessionnel.

Art. 5. Les membres de la Commission peuvent se faire assister par des conseillers techniques.

Le nombre de ces conseillers techniques s'élève à huit personnes.

Le nombre de conseillers techniques qui pourra être délégué par les organisations d'employeurs est fixé à 4. Le nombre de conseillers techniques qui pourra être délégué par les organisations syndicales est fixé à 2 pour la C.S.C. et 1 pour chacune des autres organisations représentatives des travailleurs siégeant au sein de la Commission.

Pour l'application du présent article, on entend par « organisation représentative des travailleurs » les fédérations syndicales auxquelles sont affiliées les organisations siégeant au sein de la Commission.

Les conseillers techniques ne disposent pas du droit de parole aux cours des réunions plénières de la Commission paritaire en ce qui concerne les points à l'ordre du jour qui ont fait l'objet d'un examen préalable au sein d'un groupe de travail.

CHAPITRE IV. — *Fonctionnement*

A. Réunions.

Art. 6. La Commission se réunit à l'initiative du président ou à la demande d'une organisation qui y est représentée.

Cette demande mentionne les points que l'organisation désire voir porter à l'ordre du jour et est accompagnée d'une note explicative et de toute la documentation nécessaire.

Les questions soumises par les organisations sont traitées dans les trente jours à dater de leur réception par le président.

Pour l'application du présent article, on entend par « être traitées » le fait que les questions soient inscrites à l'ordre du jour d'une réunion de la Commission paritaire.

Art. 7. Le président fixe la date de la réunion et arrête l'ordre du jour.

En cours de réunion, chaque membre peut proposer de modifier l'ordre du jour. Les modifications doivent être adoptées à l'unanimité.

Lorsque la modification de l'ordre du jour a pour conséquence l'inscription d'un nouveau point à l'ordre du jour, les dispositions de l'article 6, alinéa 2 du présent règlement d'ordre intérieur sont d'application.

Art. 8. Les membres sont convoqués à l'intervention du président. La convocation indique la date, le lieu et l'ordre du jour de la réunion et est accompagnée de la note explicative visée à l'article 6 et de toute la documentation relative à l'ordre du jour.

Elle est adressée aux membres effectifs et suppléants ainsi qu'au référendaire au moins 10 jours avant la date de la réunion.

Art. 9. Le membre effectif empêché pourvoit à sa suppléance.

Lorsqu'un membre suppléant remplace un membre effectif, il en avertit le président dès l'ouverture de la séance.

Lorsque des conseillers techniques assistent à la réunion, la Commission est informée de leur présence au plus tard au début de la séance par un membre de la Commission paritaire.

Art. 10. La Commission ne délibère valablement que si la moitié au moins des membres effectifs ou suppléants représentant les employeurs et la moitié au moins des membres effectifs ou suppléants représentant les travailleurs sont présents.

Si la condition visée à l'alinéa précédent n'est pas remplie, une nouvelle réunion sera convoquée et elle délibérera valablement quel que soit le nombre de membres présents représentant d'une part les employeurs et d'autre part les travailleurs sur les points inscrits à l'ordre du jour de la séance précédente.

Les membres suppléants ne peuvent siéger qu'en remplacement des membres effectifs empêchés.

Art. 11. Le président vérifie si les conditions fixées pour délibérer valablement sont réunies.

Il dirige les débats et assure le bon fonctionnement de la Commission.

Les décisions sont prises à l'unanimité des voix des membres présents.

Le président veille à la transmission des décisions de la Commission paritaire au membre du Gouvernement de la Communauté française compétent pour le statut des membres du personnel visés à l'article 1er du présent règlement d'ordre intérieur ainsi, s'il échet, qu'aux parties concernées. Il assure cette transmission dans les huit jours suivant l'approbation définitive du texte de la décision.

Lorsque la Commission paritaire prend une décision, elle précise si elle souhaite que le Gouvernement de la Communauté française lui donne ou non force obligatoire.

Le Président informe les membres de la Commission paritaire dans les plus brefs délais et au plus tard pendant la séance suivante, de la notification que lui adresse le Ministre en application de l'article 87 (refus de la force obligatoire) du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné.

Il informe également les membres de la notification que lui adresse le Ministre lorsque le Gouvernement de la Communauté française donne force obligatoire à une décision.

Art. 12. Le secrétaire ou le secrétaire adjoint assiste aux réunions de la Commission.

Le référendaire assiste aux réunions de la Commission paritaire lorsqu'il l'estime opportun ainsi qu'à la demande de la Commission se prononçant à la majorité des voix des membres présents ou du Président.

Le référendaire émet d'initiative ou à la demande de la Commission se prononçant à la majorité des voix ou à la demande du Président un avis sur toute question portée à l'ordre du jour de la Commission ou d'un groupe de travail de la Commission.

L'avis émis par le référendaire est dans la mesure du possible consigné dans un document.

Art. 13. Les réunions de la Commission ne sont pas publiques.

B. Procès-verbal des réunions.

Art. 14. Le secrétaire établit le procès-verbal de chaque réunion.

Le procès-verbal mentionne :

- la dénomination de l'organe paritaire;
- le lieu et la date de la réunion, les heures d'ouverture et de clôture;
- le nom des membres présents, excusés ou absents et l'organisation qui a présenté ces membres;
- le nom des membres suppléants représentant les membres effectifs empêchés;
- les points portés à l'ordre du jour;
- la constatation par le président que les conditions pour délibérer valablement sont réunies.

Le procès-verbal doit être le compte rendu fidèle et détaillé des débats et reprendre point par point les conclusions arrêtées. En annexe du procès-verbal de la réunion, sont repris les documents :

- a) distribués en séance;
- b) ayant fait l'objet d'une discussion en séance;
- c) reprenant les décisions, avis, propositions et autres actes de la Commission arrêtés au cours de la discussion.

Art. 15. Le secrétaire transmet le procès-verbal au président dans le délai de trois jours.

Le président signe le procès-verbal de la réunion qu'il transmet dans le délai de trois jours au Ministre du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 16. Le procès-verbal est adressé aux membres effectifs et suppléants dans les dix jours qui suivent la réunion.

A défaut de demande de rectification adressée au président dans les quinze jours de l'envoi du procès-verbal, celui-ci est censé approuvé par la Commission.

Le président soumet la demande de rectification à l'accord des membres qui ont assisté à la réunion. En cas de désaccord sur cette demande, l'approbation du procès-verbal a lieu au début de la plus prochaine réunion de la Commission.

Une copie du texte définitif du procès-verbal est envoyée aux membres effectifs et suppléants ainsi qu'au référendaire et au Ministre du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 17. Sauf si la Commission en décide autrement, les procès-verbaux des réunions ne sont pas communiqués à des tiers.

C. Décisions et autres actes de la Commission.

Art. 18. Les avis, propositions, demandes ainsi que les autres actes de la Commission sont approuvés au cours de la réunion pendant laquelle ils ont été formulés, pris ou conclus et font chacun l'objet de documents séparés qui sont annexés au procès-verbal de la réunion.

Conformément aux dispositions de l'article 11 du présent règlement d'ordre intérieur, le Président assure la transmission des avis, propositions et décisions au Ministre de la Communauté française compétent dans les huit jours suivant l'approbation définitive de l'acte en cause.

Art. 19. Les décisions prises au sein de la Commission peuvent être rendues obligatoires par le Gouvernement de la Communauté française à la demande de la Commission ou d'une organisation représentée au sein de celle-ci.

Le Président informe la Commission paritaire, au plus tard pendant la séance suivante, de :

- la demande lui adressée par une organisation de demander au Gouvernement de la Communauté française de donner force obligatoire à une décision de la Commission Paritaire.
- la notification que lui adresse le Ministre en application de l'article 97 (refus de donner force obligatoire à une décision) du décret du 1^{er} février 1993.
- la notification que lui adresse le Ministre lorsque le Gouvernement de la Communauté française donne force obligatoire à une décision de la Commission.

D. Autres attributions du président, du vice-président et du secrétaire.

Art. 20. Le président représente la Commission dans les rapports de celle-ci avec des tiers.

Il signe la correspondance de la Commission.

Il ne peut déléguer ce pouvoir au secrétaire.

Art. 21. En cas d'absence du président, le vice-président le remplace et exerce dans ce cas les mêmes attributions que celles du président.

Art. 22. Le secrétaire exerce sa mission sous l'autorité et la direction du président.

E. Constitution de groupes de travail.

Art. 23. La Commission peut constituer des groupes de travail à l'effet d'étudier les problèmes particuliers qu'elle détermine.

Lorsque la Commission décide de créer un groupe de travail, la composition de celui-ci est de 5 membres représentant les employeurs et de 5 membres représentant les travailleurs. La répartition des membres représentant les travailleurs est de 3 C.S.C., 1 F.G.T.B. et 1 C.G.S.L.B.

Les membres peuvent en outre s'adjoindre des conseillers techniques dont le nombre et la répartition sont conformes aux dispositions de l'article 5 du présent règlement d'ordre intérieur.

Le président et le secrétaire ou le secrétaire adjoint participent aux réunions des groupes de travail. Le référendaire peut assister aux réunions des groupes de travail.

Les dispositions du présent règlement relatives aux tâches et compétences du président, du secrétaire, du secrétaire adjoint ainsi que du référendaire s'appliquent lors des réunions des groupes de travail.

Les membres des groupes de travail ne doivent pas nécessairement être des membres effectifs ou suppléants de la Commission Paritaire de l'Enseignement fondamental libre confessionnel. Tous les membres du groupe de travail ont droit de parole.

Seuls les membres effectifs ou suppléants participant aux réunions de groupes de travail peuvent prétendre au remboursement des frais de déplacement prévu par l'article 8 de l'arrêté de l'Exécutif du 18 février 1993 relatif aux Commissions paritaires dans l'enseignement libre confessionnel.

Les conclusions des études des groupes de travail sont transmises à la Commission paritaire de l'Enseignement Fondamental Libre Confessionnel.

CHAPITRE V. — Conciliation

Art. 24. La Commission paritaire de l'Enseignement Fondamental Libre Confessionnel crée en son sein un bureau de conciliation dont la composition, la compétence matérielle et le mode de fonctionnement sont réglés par une décision de la Commission paritaire.

CHAPITRE VI. — Frais de fonctionnement et frais de déplacement

Art. 25. Les frais de fonctionnement de la Commission paritaire de l'Enseignement Fondamental Libre Confessionnel sont à charge de la Communauté française.

Art. 26. Pour l'application de l'article 8 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française relatif aux commissions paritaires dans l'enseignement libre confessionnel, le trajet pris en considération pour le calcul des frais de déplacement est le trajet entre le domicile et le lieu de la réunion.

CHAPITRE VII. — Modification du règlement d'ordre intérieur

Art. 27. Le présent règlement d'ordre intérieur peut être modifié par décision de la Commission si les modifications projetées ne dérogent pas à la législation et ont été inscrites à l'ordre du jour.

La modification est soumise à l'approbation du Gouvernement de la Communauté française.

CHAPITRE VIII. — Dispositions finales

A. Correspondance et archives.

Art. 28. Toute la correspondance relative à tout ce qui concerne la Commission doit être adressée au président, au siège de la Commission.

Art. 29. Les archives de la Commission sont conservées par le service désigné par le Secrétaire Général du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation de la Communauté française.

B. Dépôt du règlement d'ordre intérieur.

Art. 30. Le présent règlement d'ordre intérieur est déposé au service désigné en application de l'article 29 du présent règlement d'ordre intérieur.

C. Approbation du règlement d'ordre intérieur.

Art. 31. Conformément aux dispositions de l'article 92 du décret du 1er février 1993, le présent règlement d'ordre intérieur est soumis, à l'initiative du président, à l'approbation du Gouvernement de la Communauté française.

D. Entrée en vigueur.

Art. 32. Sous réserve de son approbation par le Gouvernement de la Communauté française, le présent règlement d'ordre intérieur entre en vigueur le 29 avril 1994.

Pour copie certifiée conforme :

La secrétaire,
C. Roccas.

Le président,
J. Servotte.

COMMISSION PARITAIRE CENTRALE DE L'ENSEIGNEMENT LIBRE CONFESIONNEL
Règlement d'ordre intérieur adopté en séance du 26 avril 1994

CHAPITRE Ier. — *Institution, siège*

Article 1er. Par arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1993 (*Moniteur belge* du 16 mars 1993) est instituée la Commission paritaire centrale de l'Enseignement Libre Confessionnel, dénommée « Commission Paritaire Centrale », compétente pour les établissements d'enseignement libre confessionnel et ce, pour tous les niveaux d'enseignement, à l'exclusion des établissements d'enseignement libre confessionnel de niveau supérieur de type long ou de niveau universitaire (article 91, alinéa 1er, 1^o, du Décret de la Communauté française du 1er février 1993, *Moniteur belge* du 17 février 1993).

Sa compétence s'étend aux membres du personnel subsidiés occupés par les établissements d'enseignement susvisés, à l'exclusion du personnel subsidié de la catégorie du personnel administratif.

Art. 2. Le siège de la Commission est établi à Bruxelles, dans les locaux du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation de la Communauté française, actuellement Cité administrative, rue Royale 204 (adresse postale : boulevard Pachéco 19, bte 0).

Toutefois, en cas de nécessité, les réunions peuvent se tenir en dehors du siège de la Commission paritaire.

CHAPITRE II. — *Mission*

Art. 3. La Commission paritaire a pour missions :

- a) de délibérer sur les conditions générales de travail dans l'enseignement libre confessionnel;
- b) de prévenir ou de concilier tout différend qui menacerait de s'élever ou se serait élevé entre les pouvoirs organisateurs et les membres du personnel relevant du champ de compétence de la Commission paritaire centrale;
- c) d'établir des règles complémentaires aux dispositions statutaires du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné;
- d) de suivre l'évolution du droit social et d'y adapter les règles complémentaires.

CHAPITRE III. — *Composition*

Art. 4. La Commission paritaire centrale est composée de :

- a) un président et un vice-président;
- b) un référendaire;
- c) un secrétaire et un secrétaire adjoint;
- d) 22 membres effectifs et 22 membres suppléants représentant les organisations d'employeurs et de travailleurs, dont 11 membres effectifs et 11 membres suppléants représentant les pouvoirs organisateurs dans l'enseignement libre confessionnel et 11 membres effectifs et 11 membres suppléants représentant les organisations représentatives des membres du personnel dans l'enseignement libre confessionnel, affiliées à une organisation syndicale représentée au Conseil national du Travail.

Les président, vice-président, référendaire, secrétaire, secrétaire adjoint et membres de la Commission ont été nommés pour la première fois par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 novembre 1993 publié au *Moniteur belge* du 17 décembre 1993.

Les membres sont nommés pour une durée de cinq années. Le mandat des membres prend fin :

- a) en cas de démission;
- b) lorsque l'organisation qui a présenté le membre concerné demande son remplacement;
- c) en cas de décès.

Lorsqu'une organisation demande au Ministre compétent le remplacement d'un membre effectif ou suppléant, elle transmet copie de cette demande de modification au Président de la Commission Paritaire Centrale.

Art. 5. Les membres de la Commission peuvent se faire assister par des conseillers techniques.

Le nombre de ces conseillers techniques s'élève à huit personnes.

Le nombre de conseillers techniques qui pourra être délégué par les organisations d'employeurs est fixé à 4. Le nombre de conseillers techniques qui pourra être délégué par les organisations syndicales est fixé à 2 pour la C.S.C. et 1 pour chacune des autres organisations représentatives des travailleurs siégeant au sein de la Commission.

Pour l'application du présent article, on entend par « organisation représentative des travailleurs » les confédérations syndicales auxquelles sont affiliées les organisations siégeant au sein de la Commission.

Les conseillers techniques ne disposent pas du droit de parole aux cours des réunions plénières de la Commission paritaire en ce qui concerne les points à l'ordre du jour qui ont fait l'objet d'un examen préalable au sein d'un groupe de travail.

CHAPITRE IV. — *Fonctionnement*

A. Réunions.

Art. 6. La Commission se réunit à l'initiative du président ou à la demande d'une organisation qui y est représentée.

Cette demande mentionne les points que l'organisation désire voir porter à l'ordre du jour et est accompagnée d'une note explicative et de toute la documentation nécessaire.

Les questions soumises par les organisations sont traitées dans les trente jours à dater de leur réception par le président.

Pour l'application du présent article, on entend par « être traitées » le fait que les questions soient inscrites à l'ordre du jour d'une réunion de la Commission paritaire centrale.

Art. 7. Le président fixe la date de la réunion et arrête l'ordre du jour.

En cours de réunion, chaque membre peut proposer de modifier l'ordre du jour. Les modifications doivent être adoptées à l'unanimité.

Lorsque la modification de l'ordre du jour a pour conséquence l'inscription d'un nouveau point à l'ordre du jour, les dispositions de l'article 6, alinéa 2 du présent règlement d'ordre intérieur sont d'application.

Art. 8. Les membres sont convoqués à l'intervention du président. La convocation indique la date, le lieu et l'ordre du jour de la réunion et est accompagnée de la note explicative visée à l'article 6 et de toute la documentation relative à l'ordre du jour.

Elle est adressée aux membres effectifs et suppléants ainsi qu'au référendaire au moins 10 jours avant la date de la réunion.

Art. 9. Le membre effectif empêché pourvoit à sa suppléance.

Lorsqu'un membre suppléant remplace un membre effectif, il en avertit le président dès l'ouverture de la séance.

Lorsque des conseillers techniques assistent à la réunion, la Commission est informée de leur présence au plus tard au début de la séance par un membre de la Commission paritaire.

Art. 10. La Commission ne délibère valablement que si la moitié au moins des membres effectifs ou suppléants représentant les employeurs et la moitié au moins des membres effectifs ou suppléants représentant les travailleurs sont présents.

Si la condition visée à l'alinéa précédent n'est pas remplie, une nouvelle réunion sera convoquée et elle délibérera valablement quel que soit le nombre de membres présents représentant d'une part les employeurs et d'autre part les travailleurs sur les points inscrits à l'ordre du jour de la séance précédente.

Les membres suppléants ne peuvent siéger qu'en remplacement des membres effectifs empêchés.

Art. 11. Le président vérifie si les conditions fixées pour délibérer valablement sont réunies.

Il dirige les débats et assure le bon fonctionnement de la Commission.

Les décisions sont prises à l'unanimité des voix des membres présents.

Le président veille à la transmission des décisions de la Commission paritaire centrale au membre du Gouvernement de la Communauté française compétent pour le statut des membres du personnel visés à l'article 1er du présent règlement d'ordre intérieur ainsi, s'il échet, qu'aux parties concernées. Il assure cette transmission dans les huit jours suivant l'approbation définitive du texte de la décision.

Lorsque la Commission paritaire centrale prend une décision, elle précise si elle souhaite que le Gouvernement de la Communauté française lui donne ou non force obligatoire.

Le président informe les membres de la Commission paritaire centrale dans les plus brefs délais et au plus tard pendant la séance suivante, de la notification que lui adresse le Ministre en application de l'article 97 (lettre de la force obligatoire) du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiaires de l'enseignement libre subventionné.

Il informe également les membres de la notification que lui adresse le Ministre lorsque le Gouvernement de la Communauté française donne force obligatoire à une décision.

Art. 12. Le secrétaire ou le secrétaire adjoint assiste aux réunions de la Commission.

Le référendaire assiste aux réunions de la Commission paritaire centrale lorsqu'il l'estime opportun ainsi qu'à la demande de la Commission se prononçant à la majorité des voix des membres présents ou du Président.

Le référendaire émet d'initiative ou à la demande de la Commission se prononçant à la majorité des voix ou à la demande du Président un avis sur toute question portée à l'ordre du jour de la Commission ou d'un groupe de travail de la Commission.

L'avis émis par le référendaire est dans la mesure du possible consigné dans un document.

Art. 13. Les réunions de la Commission ne sont pas publiques.

B. Procès-verbal des réunions.

Art. 14. Le secrétaire établit le procès-verbal de chaque réunion.

Le procès-verbal mentionne :

- la dénomination de l'organe paritaire;
- le lieu et la date de la réunion, les heures d'ouverture et de clôture;
- le nom des membres présents, excuses ou absents et l'organisation qui a présenté ces membres;
- le nom des membres suppléants représentant les membres effectifs empêchés;
- les points portés à l'ordre du jour;
- la constatation par le président que les conditions pour délibérer valablement sont réunies.

Le procès-verbal doit être le compte rendu fidèle et détaillé des débats et reprendre point par point les conclusions arrêtées. En annexe du procès-verbal de la réunion, sont repris les documents :

- a) distribués en séance;
- b) ayant fait l'objet d'une discussion en séance;
- c) reprenant les décisions, avis, propositions et autres actes de la Commission arrêtés au cours de la discussion.

Art. 15. Le secrétaire transmet le procès-verbal au président dans le délai de trois jours.

Le président signe le procès-verbal de la réunion qu'il transmet dans le délai de trois jours au Ministre du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 16. Le procès-verbal est adressé aux membres effectifs et suppléants dans les dix jours qui suivent la réunion.

A défaut de demande de rectification adressée au président dans les quinze jours de l'envoi du procès-verbal, celui-ci est censé approuvé par la Commission.

Le président soumet la demande de rectification à l'accord des membres qui ont assisté à la réunion. En cas de désaccord sur cette demande, l'approbation du procès-verbal a lieu au début de la plus prochaine réunion de la Commission.

Une copie du texte définitif du procès-verbal est envoyée aux membres effectifs et suppléants ainsi qu'au référendaire et au Ministre du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 17. Sauf si la Commission en décide autrement, les procès-verbaux des réunions ne sont pas communiqués à des tiers.

C. Décisions et autres actes de la Commission.

Art. 18. Les avis, propositions, demandes ainsi que les autres actes de la Commission sont approuvés au cours de la réunion pendant laquelle ils ont été formulés, pris ou conclus et font chacun l'objet de documents séparés qui sont annexés au procès-verbal de la réunion.

Conformément aux dispositions de l'article 11 du présent règlement d'ordre intérieur, le Président assure la transmission des avis, propositions et décisions au Ministre de la Communauté française compétent dans les huit jours suivant l'approbation définitive de l'acte en cause.

Art. 19. Les décisions prises au sein de la Commission peuvent être rendues obligatoires par le Gouvernement de la Communauté française à la demande de la Commission ou d'une organisation représentée au sein de celle-ci.

Le Président informe la Commission paritaire centrale, au plus tard pendant la séance suivante, de :

— la demande lui adressée par une organisation de demander au Gouvernement de la Communauté française de donner force obligatoire à une décision de la Commission paritaire.

— la notification que lui adresse le Ministre en application de l'article 97 (refus de donner force obligatoire à une décision) du décret du 1^{er} février 1993.

— la notification que lui adresse le Ministre lorsque le Gouvernement de la Communauté française donne force obligatoire à une décision de la Commission.

D. Autres attributions du président, du vice-président et du secrétaire.

Art. 20. Le président représente la Commission dans les rapports de celle-ci avec des tiers.

Il signe la correspondance de la Commission.

Il ne peut déléguer ce pouvoir au secrétaire.

Art. 21. En cas d'absence du président, le vice-président le remplace et exerce dans ce cas les mêmes attributions que celles du président.

Art. 22. Le secrétaire exerce sa mission sous l'autorité et la direction du président.

E. Constitution de groupes de travail.

Art. 23. La Commission peut constituer des groupes de travail à l'effet d'étudier les problèmes particuliers qu'elle détermine.

Lorsque la commission décide de créer un groupe de travail, la composition de celui-ci est de 5 membres représentant les employeurs et de 5 membres représentant les travailleurs. La répartition des membres représentant les travailleurs est de 3 C.S.C., 1 F.G.T.B. et 1 C.G.S.L.B.

Les membres peuvent en outre s'adjoindre des conseillers techniques dont le nombre et la répartition sont conformes aux dispositions de l'article 5 du présent règlement d'ordre intérieur.

Le président et le secrétaire ou le secrétaire adjoint participent aux réunions des groupes de travail. Le référendaire peut assister aux réunions des groupes de travail.

Les dispositions du présent règlement relatives aux tâches et compétences du président, du secrétaire, du secrétaire adjoint ainsi que du référendaire s'appliquent lors des réunions des groupes de travail.

Les membres des groupes de travail ne doivent pas nécessairement être des membres effectifs ou suppléants de la Commission paritaire centrale. Tous les membres du groupe de travail ont le droit de parole.

Seuls les membres effectifs ou suppléants participant aux réunions de groupes de travail peuvent prétendre au remboursement des frais de déplacement prévu par l'article 8 de l'arrêté de l'Exécutif du 18 février 1993 relatif aux Commissions paritaires dans l'enseignement libre confessionnel.

Les conclusions des études des groupes de travail sont transmises à la Commission paritaire centrale.

CHAPITRE V. — Conciliation

Art. 24. La Commission paritaire centrale crée en son sein un bureau de conciliation dont la composition, la compétence matérielle et le mode de fonctionnement sont réglés par une décision de la Commission paritaire centrale.

CHAPITRE VI. — Frais de fonctionnement et frais de déplacement

Art. 25. Les frais de fonctionnement de la Commission paritaire centrale sont à charge de la Communauté française.

Art. 26. Pour l'application de l'article 8 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française relatif aux commissions paritaires dans l'enseignement libre confessionnel, le trajet pris en considération pour le calcul des frais de déplacement est le trajet entre le domicile et le lieu de la réunion.

CHAPITRE VII. — Modification du règlement d'ordre intérieur

Art. 27. Le présent règlement d'ordre intérieur peut être modifié par décision de la Commission si les modifications projetées ne dérogent pas à la législation et ont été inscrites à l'ordre du jour.

La modification est soumise à l'approbation du Gouvernement de la Communauté française.

CHAPITRE VIII. — Dispositions finales

A. Correspondance et archives.

Art. 28. Toute la correspondance relative à tout ce qui concerne la Commission doit être adressée au président, au siège de la Commission.

Art. 29. Les archives de la Commission sont conservées par le service désigné par le secrétaire général du Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation de la Communauté française.

B. Dépôt du règlement d'ordre intérieur.

Art. 30. Le présent règlement d'ordre intérieur est déposé au service désigné en application de l'article 29 du présent règlement d'ordre intérieur.

C. Approbation du règlement d'ordre intérieur.

Art. 31. Conformément aux dispositions de l'article 92 du décret du 1er février 1993, le présent règlement d'ordre intérieur est soumis, à l'initiative du président, à l'approbation du Gouvernement de la Communauté française.

D. Entrée en vigueur.

Art. 32. Sous réserve de son approbation par le Gouvernement de la Communauté française, le présent règlement d'ordre intérieur entre en vigueur le 26 avril 1994.

Ainsi approuvé en séance de la C.P. centrale le 26 avril 1994.

Pour copie certifiée conforme :

Le secrétaire,
G. Bosendorf.

Le président,
J. Servotte.

VERTALING

[S-C — 29120]

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

10 JANUARI 1995. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de paritaire commissies van het vrij confessioneel onderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 92 van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het vrij gesubsidieerd onderwijs

Gelet op het besluit van de Executieve d.d. 18 februari 1993 betreffende de paritaire commissies in het vrij confessioneel onderwijs;

Op de voordracht van de Minister, bevoegd voor het statuut van de personeelsleden van het vrij onderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 5 december 1994,

Bestuit :

Enig artikel. Bijgaand huishoudelijk reglement van elk van de paritaire commissies van het vrij confessioneel onderwijs, ingesteld bij besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 1 februari 1993, wordt goedgekeurd.

Brussel, 10 januari 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

PARITAIRE COMMISSIE VOOR HET VRIJ CONFESSIONEEL BUITENGEWOON ONDERWIJS Huishoudelijk reglement aangenomen op de vergadering d.d. 28 april 1994

HOOFDSTUK I. — *Instelling, zetel*

Artikel 1. Bij besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 februari 1993 (*Belgisch Staatsblad* d.d. 16 maart 1993) wordt de Paritaire Commissie van het vrij confessioneel buitengewoon onderwijs ingesteld die bevoegd is voor de inrichtingen voor vrij confessioneel onderwijs dat buitengewoon onderwijs inricht.

De bevoegdheid ervan strekt zich uit tot de gesubsidieerde personeelsleden die door bovengenoemde onderwijsinrichtingen worden tewerkgesteld, met uitsluiting van het gesubsidieerd personeel van de categorie administratief personeel.

Art. 2. De zetel van de Commissie wordt te Brussel gevestigd, in de lokalen van het « Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation de la Communauté française » (Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming), Bestuur Buitengewoon Onderwijs, thans Kunstlaan, 19 A-D.

Bij noodgeval mogen de vergaderingen echter buiten de zetel van de Paritaire Commissie worden gehouden.

HOOFDSTUK II. — *Opdracht*

Art. 3. De opdrachten van de Paritaire Commissie zijn :

- a) over de specifieke arbeidsvoorwaarden in het vrij confessioneel buitengewoon onderwijs beraadslagen,
- b) elk geschil voorkomen of bijleggen dat zou kunnen rijzen of zou gerezen zijn tussen de inrichtende machten en de personeelsleden die ressorteren onder de Paritaire Commissie;
- c) regels opmaken ter aanvulling van de statutaire bepalingen van het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, die aan dat onderwijsniveau eigen zijn;

HOOFDSTUK III. — *Samenstelling*

Art 4. De Paritaire Commissie bestaat uit :

- a) een voorzitter en een ondervoorzitter;
- b) een referendaris;
- c) een secretaris en een adjunct-secretaris;
- d) 22 werkende leden en 22 plaatsvervangers die de werkgevers- en de werknemersorganisaties vertegenwoordigen, waaronder 11 werkende leden en 11 plaatsvervangers die de inrichtende machten in het vrij confessioneel onderwijs vertegenwoordigen en 11 werkende leden en 11 plaatsvervangers die de representatieve organisaties vertegenwoordigen van personeelsleden in het vrij confessioneel onderwijs, aangesloten bij een vakbond die in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigd is.

De voorzitter, ondervoorzitter, verslaggever, secretaris, adjunct-secretaris en commissieleden werden voor de eerste keer bij een besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 3 november 1993, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* d.d. 17 december 1993, benoemd.

De leden worden voor vijf jaar benoemd.

Het mandaat van de leden neemt een einde :

- a) bij ontslag;
- b) wanneer de organisatie die het lid voorgedragen heeft, zijn vervanging vraagt;
- c) bij overlijden.

Wanneer een organisatie de bevoegde Minister de vervanging van een werkend lid of een plaatsvervanger vraagt, zendt ze een afschrift van deze vraag tot wijziging over aan de Voorzitter van de Paritaire Commissie van het Vrij Confessioneel Buitengewoon Onderwijs.

Art. 5. De commissieleden kunnen door technische adviseurs worden bijgestaan.

Het aantal van deze technische adviseurs bedraagt acht personen.

Het aantal technische adviseurs dat de werkgeversorganisaties mogen afvaardigen, wordt op 4 vastgesteld. Het aantal technische adviseurs dat door de vakbonden mag worden afgevaardigd, wordt vastgesteld op 2 voor CSC en op 1 voor elke andere representatieve werknemersorganisatie die in de Commissie zetelt.

Voor de toepassing van dit artikel verstaat men onder « representatieve werknemersorganisatie » de vakverbonden waarbij de organisaties die in de Commissie zetelen, aangesloten zijn.

De technische adviseurs beschikken niet over spreekrecht tijdens de plenaire vergaderingen van de Paritaire Commissie in verband met de punten op de agenda die het voorwerp waren van een voorafgaand onderzoek binnen een werkgroep.

HOOFDSTUK IV. — *Werking*

A. Vergaderingen

Art. 6. De Commissie vergadert op initiatief van de voorzitter of op vraag van een organisatie die er vertegenwoordigd is.

Deze vraag vermeldt de punten die de organisatie op de agenda wenst te brengen en gaat gepaard met een verklarende nota en al de nodige documenten.

De door de organisaties ter sprake gebrachte vraagstukken worden binnen dertig dagen, te rekenen van de ontvangst ervan door de voorzitter, behandeld.

Voor de toepassing van dit artikel verstaat men onder « behandeld worden » het feit dat die vraagstukken op de agenda van een vergadering van de paritaire commissie worden ingeschreven.

Art. 7. De voorzitter bepaalt de datum van de vergadering en maakt de agenda op.

Tijdens de vergadering mag elk lid voorstellen dat de agenda wordt gewijzigd. De wijzigingen worden met algemene stemmen aangenomen.

Wanneer de wijziging van de agenda tot gevolg heeft dat een nieuw punt op de agenda wordt geplaatst, zijn de bepalingen van artikel 6, lid 2, van dit huishoudelijk reglement van toepassing.

Art. 8. De leden worden door toedoen van de voorzitter bijeengeroepen. De oproepingsbrief vermeldt de datum, de plaats en de agenda van de vergadering en gaat gepaard met de verklarende nota, bedoeld in artikel 6, en de documenten betreffende de agenda.

Hij wordt aan de werkende leden en de plaatsvervangers, alsmede aan de referendaris, ten minste tien dagen voor de datum van de vergadering gericht.

Art. 9. Het werkend lid dat belet is, voorziet in zijn vervanging.

Wanneer een plaatsvervanger een werkend lid vervangt, verwittigt laatstgenoemde de voorzitter zodra de vergadering geopend wordt.

Wanneer technische adviseurs de vergadering bijwonen, wordt de commissie uiterlijk bij het begin van de vergadering door een lid van de paritaire commissie op de hoogte van hun aanwezigheid gebracht.

Art. 10. De Commissie beraadslaagt geldig wanneer ten minste de helft van de werkende leden of plaatsvervangers die de werkgevers vertegenwoordigen, en ten minste de helft van de werkende leden of plaatsvervangers die de werknemers vertegenwoordigen, aanwezig zijn.

Indien de in het vorig lid bedoelde voorwaarde niet vervuld wordt, zal een nieuwe vergadering belegd worden en dan geldig beraadslagen, wat het aantal ook moge zijn van de aanwezige leden die enerzijds de werkgevers en anderzijds de werknemers vertegenwoordigen, over de punten die op de agenda van de vorige vergadering stonden.

De plaatsvervangers mogen slechts ter vervanging van verhinderde werkende leden zitting hebben.

Art. 11. De voorzitter ziet na of de voor een geldige beraadslaging vastgestelde voorwaarden vervuld zijn.

Hij leidt de besprekingen en zorgt voor de goede werking van de Commissie.

De beslissingen worden bij algemene stemmen van de aanwezige leden genomen.

De voorzitter zorgt voor het verzenden van de beslissingen van de paritaire commissie aan het lid van de Regering van de Franse Gemeenschap bevoegd voor het statuut van de in artikel 1 van het huishoudelijk reglement bedoelde personeelsleden, en eventueel aan de betrokken partijen. Hij zorgt voor deze verzending binnen de acht dagen die op de definitieve goedkeuring van de tekst van de beslissing volgen.

Wanneer de Paritaire Commissie een beslissing neemt, precificeert ze of ze wenst dat de Regering van de Franse Gemeenschap er al dan niet bindende kracht aan geeft.

De voorzitter deelt onverwijld, uiterlijk tijdens de eerstvolgende vergadering, de leden van de Paritaire Commissie de kennisgeving mee die de Minister aan hem richt ter uitvoering van artikel 97 (weigerings van de bindende kracht) van het decreet d.d. 1 februari 1993, houdende vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs of wanneer de Regering bindende kracht geeft aan een beslissing.

Art. 12. De secretaris of de adjunct-secretaris woont de vergaderingen van de Commissie bij.

De referendaris woont de vergaderingen van de Paritaire Commissie bij zo hij het nuttig acht, alsmede op verzoek van de Commissie, die zich uitspreekt bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden, of op verzoek van de Voorzitter.

De referendaris brengt op eigen initiatief of op verzoek van de Commissie, die zich uitspreekt bij meerderheid van stemmen, of op verzoek van de voorzitter, een advies uit over elk vraagstuk dat op de agenda van de Commissie of van een werkgroep van de Commissie werd geplaatst.

Het door de referendaris uitgebrachte advies wordt in de mate van het mogelijke in een document opgetekend.

Art. 13. De vergaderingen van de Commissie zijn niet openbaar.

B. Notulen van de vergaderingen

Art. 14. De secretaris stelt de notulen van elke vergadering op.

De notulen vermelden :

- de benaming van het paritair lichaam;
- de plaats en de datum van de vergadering, het openings- en sluitingsuur;
- de namen van de aanwezige, verontschuldigde of afwezige leden en de organisatie die deze leden heeft voorgedragen;
- de namen van de plaatsvervangers die de verhinderde leden vertegenwoordigen;
- de punten op de agenda;
- de vaststelling door de voorzitter dat de voorwaarden tot een geldige beraadslaging vervuld zijn.

De notulen moeten de debatten trouw en omstandig weergeven en de aangenomen besluiten puntsgewijs opnemen.

In de bijlage van de notulen worden opgenomen :

- a) de op de vergadering rondgedeelde documenten;
- b) de documenten die op de vergadering werden besproken;
- c) de documenten die de beslissingen, adviezen, voorstellen en andere handelingen van de Commissie die tijdens de vergadering werden goedgekeurd, bevatten.

Art. 15. De secretaris zendt binnen een termijn van drie dagen de notulen over aan de voorzitter.

De voorzitter ondertekent de notulen van de vergadering, die hij binnen een termijn van drie dagen aan de Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap verzendt.

Art. 16. De notulen worden naar de werkende leden en de plaatsvervangers binnen tien dagen na de vergadering gestuurd.

Bij gebrek aan een vraag om rechtzetting, gericht aan de voorzitter binnen 15 dagen te rekenen van de datum van verzending van de notulen, worden deze geacht door de Commissie te zijn goedgekeurd.

De voorzitter legt de vraag om rechtzetting aan de leden, die de vergadering hebben bijgewoond, ter goedkeuring voor. Bij gebrek aan akkoord met die vraag gebeurt de goedkeuring van de notulen bij het begin van de eerstkomende vergadering van de Commissie.

Een afschrift van de definitieve tekst van de notulen wordt naar de werkende leden en de plaatsvervangers gestuurd, alsmede naar de referendaris en de Minister van de Franse Gemeenschap.

Art. 17. Behoudens indien de Commissie hierover anders beslist, worden de notulen niet aan derden medegedeeld.

C. Beslissingen en andere handelingen van de Commissie

Art. 18. De adviezen, voorstellen, vragen alsmede de andere handelingen van de Commissie worden goedgekeurd op de vergadering tijdens welke ze geformuleerd of verricht werden en maken ieder het voorwerp uit van afzonderlijke documenten die bij de notulen van de vergadering worden gevoegd.

Overeenkomstig artikel 11 van dit huishoudelijk reglement zorgt de voorzitter voor het verzenden van adviezen, voorstellen en beslissingen aan de bevoegde Minister van de Franse Gemeenschap binnen acht dagen na de definitieve goedkeuring van de handeling.

Art. 19. De in de Commissie getroffen beslissingen kunnen bindend verklaard worden door de Regering van de Franse Gemeenschap op verzoek van de Commissie of van een in laatstgenoemde vertegenwoordigde organisatie.

De voorzitter geeft de Paritaire Commissie uiterlijk tijdens de eerstvolgende vergadering kennis van :

- het aan hem door een organisatie gericht verzoek, de Regering van de Franse Gemeenschap te vragen om een beslissing van de Paritaire Commissie bindende kracht te geven.
- de kennisgeving die de Minister aan hem richt ter uitvoering van artikel 97 (weigering om een beslissing bindende kracht te geven) van het decreet d.d. 1 februari 1993.
- de kennisgeving die de Minister aan hem richt wanneer de Regering van de Franse Gemeenschap bindende kracht geeft aan een beslissing van de Commissie.

D. Andere bevoegdheden van de voorzitter, de ondervoorzitter en de secretaris

Art. 20. De voorzitter vertegenwoordigt de Commissie in haar betrekkingen met derden.

Hij ondertekent de brieven van de Commissie.

Hij mag deze bevoegdheid niet aan de secretaris afvaardigen.

Art. 21. Bij afwezigheid van de voorzitter vervangt de ondervoorzitter hem en oefent hij in dat geval dezelfde bevoegdheid als de voorzitter uit.

Art. 22. De secretaris vervult zijn opdracht onder het gezag en de leiding van de voorzitter.

E. Samenstelling van werkgroepen

Art. 23. De Commissie mag werkgroepen samenstellen ten einde de bijzondere problemen die ze bepaalt, te onderzoeken.

Wanneer de Commissie beslist een werkgroep in het leven te roepen, telt deze vijf leden die de werkgevers vertegenwoordigen en vijf leden die de werknemers vertegenwoordigen.

De verdeling van de werknemersvertegenwoordigers is de volgende : 3 C.S.C., 1 F.G.T.B. en 1 C.G.L.S.B.

Bovendien mogen de leden bijgestaan worden door technische adviseurs wier aantal en verdeling bepaald worden overeenkomstig artikel 5 van dit huishoudelijk reglement.

De voorzitter en de secretaris of adjunct-secretaris nemen deel aan de vergaderingen van de werkgroepen. De referendaris mag de vergaderingen van de werkgroepen bijwonen.

De bepalingen van dit reglement betreffende de taken en bevoegdheden van de voorzitter, de secretaris, de adjunct-secretaris en de referendaris zijn van toepassing wanneer de werkgroepen bijeenkomen.

De leden van de werkgroepen hoeven geen werkend lid of plaatsvervanger van de Paritaire Commissie voor het Vrij Confessioneel Buitengewoon Onderwijs te zijn. Alle leden van de werkgroep hebben spreekrecht.

Enkel de werkende leden of plaatsvervangers die aan de bijeenkomsten van de werkgroepen deelnemen, mogen aanspraak maken op terugbetaling van de reiskosten, bepaald bij artikel 8 van het besluit van de Executieve d.d. 18 februari 1993 betreffende de Paritaire Commissies in het vrij confessioneel onderwijs.

De besluiten van de studies van de werkgroepen worden aan de Paritaire Commissie voor het Vrij Confessioneel Buitengewoon Onderwijs overgezonden.

HOOFDSTUK V. — *Bemiddeling*

Art. 24. De Paritaire Commissie voor het Vrij Confessioneel Buitengewoon Onderwijs richt onder haar leden een bemiddelingsdienst op waarvan de samenstelling, de materiële bevoegdheid en de werkwijze door een beslissing van de Paritaire Commissie worden geregeld.

HOOFDSTUK VI. — *Werkings- en reiskosten*

Art. 25. De werkingskosten van de Paritaire Commissie voor het Vrij Confessioneel Buitengewoon Onderwijs komen ten laste van de Franse Gemeenschap.

Art. 26. Voor de toepassing van artikel 8 van het Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende de paritaire commissies in het vrij confessioneel onderwijs wordt voor de berekening van de vervoerkosten het traject in aanmerking genomen tussen de woonplaats en de plaats van de vergadering.

HOOFDSTUK VII. — *Wijziging van het huishoudelijk reglement*

Art. 27. Dit huishoudelijk reglement mag bij beslissing van de Commissie gewijzigd worden indien de geplande wijzigingen niet van de wetgeving afwijken en op de agenda ingeschreven werden.

De wijziging wordt de Regering van de Franse Gemeenschap ter goedkeuring voorgelegd.

HOOFDSTUK VIII. — *Slotbepalingen*

A. Briefwisseling en archief

Art. 28. Elke briefwisseling over al wat de Commissie betreft, moet aan de voorzitter, ten zetel van de Commissie, gericht worden.

Art. 29. Het archief van de Commissie wordt bewaard door de dienst aangewezen door de Secretaris-generaal van het « Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation » (Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming) van de Franse Gemeenschap.

B. Indiening van het huishoudelijk reglement

Art. 30. Dit huishoudelijk reglement wordt bij de ter uitvoering van artikel 29 van dit huishoudelijk reglement aangewezen dienst ingediend.

C. Goedkeuring van het huishoudelijk reglement

Art. 31. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 92 van het decreet d.d. 1 februari 1993 wordt dit huishoudelijk reglement, op initiatief van de voorzitter, de Regering van de Franse Gemeenschap ter goedkeuring voorgelegd.

D. Inwerkingtreding

Art. 32. Onder voorbehoud van de goedkeuring ervan door de Regering van de Franse Gemeenschap treedt dit reglement in werking op 28 april 1994.

Aldus aangenomen op de vergadering d.d. 28 april 1994 van de P.C. Vrij Confessioneel Buitengewoon Onderwijs.

Voor eensluidend afschrift :

De secretaresse,
M. Celen.

De voorzitter,
J. Servotte.

PARITAIRE COMMISSIE VOOR HET VRIJ CONFESSIEEL HOGER ONDERWIJS

Huishoudelijk reglement aangenomen op de vergadering d.d. 26 april 1994

HOOFDSTUK I. — *Instelling, zetel*

Artikel 1. Bij besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 februari 1993 (*Belgisch Staatsblad* d.d. 16 maart 1993) wordt de Paritaire Commissie voor het vrij confessioneel buitengewoon onderwijs ingesteld die bevoegd is voor de inrichtingen voor vrij confessioneel onderwijs dat hoger onderwijs inricht.

De bevoegdheid ervan strekt zich uit tot de gesubsidieerde personeelsleden die door bovengenoemde onderwijsinrichtingen worden tewerkgesteld, met uitsluiting van het gesubsidieerd personeel van de categorie administratief personeel.

Art. 2. De zetel van de Commissie wordt te Brussel gevestigd, in de lokalen van het « Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation de la Communauté française » (Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming), Bestuur Buitengewoon Onderwijs, thans Kunstlaan, 19 A-D.

Bij noodgeval mogen de vergaderingen echter buiten de zetel van de Paritaire Commissie worden gehouden.

HOOFDSTUK II. — *Opracht*

Art. 3. De opdrachten van de Paritaire Commissie zijn :

- a) over de specifieke arbeidsvoorwaarden in het vrij confessioneel buitengewoon onderwijs beraadslagen,
- b) elk geschil voorkomen of bijleggen dat zou kunnen rijzen of zou gerezen zijn tussen de inrichtende machten en de personeelsleden die ressorteren onder de Paritaire Commissie;
- c) regels opmaken ter aanvulling van de statutaire bepalingen van het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, die aan dat onderwijsniveau eigen zijn;

HOOFDSTUK III. — Samenstelling

Art 4. De Paritaire Commissie bestaat uit :

- a) een voorzitter en een ondervoorzitter;
- b) een referendaris;
- c) een secretaris en een adjunct-secretaris;
- d) 22 werkende leden en 22 plaatsvervangers die de werkgevers- en de werknemersorganisaties vertegenwoordigen, waaronder 11 werkende leden en 11 plaatsvervangers die de inrichtende machten in het vrij confessioneel onderwijs vertegenwoordigen en 11 werkende leden en 11 plaatsvervangers die de representatieve organisaties vertegenwoordigen van personeelsleden in het vrij confessioneel onderwijs, aangesloten bij een vakbond die in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigd is.

De voorzitter, ondervoorzitter, verslaggever, secretaris, adjunct-secretaris en commissieleden werden voor de eerste keer bij een besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 3 november 1993, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* d.d. 17 december 1993, benoemd.

De leden worden voor vijf jaar benoemd.

Het mandaat van de leden neemt een einde :

- a) bij ontslag;
 - b) wanneer de organisatie die het lid voorgedragen heeft, zijn vervanging vraagt;
 - c) bij overlijden.
- Wanneer een organisatie de bevoegde Minister de vervanging van een werkend lid of een plaatsvervanger vraagt, zendt ze een afschrift van deze vraag tot wijziging over aan de Voorzitter van de Paritaire Commissie van het Vrij Confessioneel Buitengewoon Onderwijs.

Art. 5. De commissieleden kunnen door technische adviseurs worden bijgestaan.

Het aantal van deze technische adviseurs bedraagt acht personen.

Het aantal technische adviseurs dat de werkgeversorganisaties mogen afvaardigen, wordt op 4 vastgesteld. Het aantal technische adviseurs dat door de vakbonden mag worden afgevaardigd, wordt vastgesteld op 2 voor CSC en op 1 voor elke andere representatieve werknemersorganisatie die in de Commissie zetelt.

Voor de toepassing van dit artikel verstaat men onder « representatieve werknemersorganisatie » de vakverbonden waarbij de organisaties die in de Commissie zetelen, aangesloten zijn.

De technische adviseurs beschikken niet over spreekrecht tijdens de plenaire vergaderingen van de Paritaire Commissie in verband met de punten op de agenda die het voorwerp waren van een voorafgaand onderzoek binnen een werkgroep.

HOOFDSTUK IV. — Werking

A. Vergaderingen

Art. 6. De Commissie vergadert op initiatief van de voorzitter of op vraag van een organisatie die er vertegenwoordigd is.

Deze vraag vermeldt de punten die de organisatie op de agenda wenst te brengen en gaat gepaard met een verklarende nota en al de nodige documenten.

De door de organisaties ter sprake gebrachte vraagstukken worden binnen dertig dagen, te rekenen van de ontvangst ervan door de voorzitter, behandeld.

Voor de toepassing van dit artikel verstaat men onder « behandeld worden » het feit dat die vraagstukken op de agenda van een vergadering van de paritaire commissie worden ingeschreven.

Art. 7. De voorzitter bepaalt de datum van de vergadering en maakt de agenda op.

Tijdens de vergadering mag elk lid voorstellen dat de agenda wordt gewijzigd. De wijzigingen worden met algemene stemmen aangenomen.

Wanneer de wijziging van de agenda tot gevolg heeft dat een nieuw punt op de agenda wordt geplaatst, zijn de bepalingen van artikel 6, lid 2, van dit huishoudelijk reglement van toepassing.

Art. 8. De leden worden door toedoen van de voorzitter bijeengeroepen. De oproepingsbrief vermeldt de datum, de plaats en de agenda van de vergadering en gaat gepaard met de verklarende nota, bedoeld in artikel 6, en de documenten betreffende de agenda.

Hij wordt aan de werkende leden en de plaatsvervangers, alsmede aan de referendaris, ten minste tien dagen voor de datum van de vergadering gericht.

Art. 9. Het werkend lid dat belet is, voorziet in zijn vervanging.

Wanneer een plaatsvervanger een werkend lid vervangt, verwittigt laatstgenoemde de voorzitter zodra de vergadering geopend wordt.

Wanneer technische adviseurs de vergadering bijwonen, wordt de commissie uiterlijk bij het begin van de vergadering door een lid van de paritaire commissie op de hoogte van hun aanwezigheid gebracht.

Art. 10. De Commissie beraadslaagt geldig wanneer ten minste de helft van de werkende leden of plaatsvervangers die de werkgevers vertegenwoordigen, en ten minste de helft van de werkende leden of plaatsvervangers die de werknemers vertegenwoordigen, aanwezig zijn.

Indien de in het vorig lid bedoelde voorwaarde niet vervuld wordt, zal een nieuwe vergadering belegd worden en dan geldig beraadslagen, wat het aantal ook moge zijn van de aanwezige leden die enerzijds de werkgevers en anderzijds de werknemers vertegenwoordigen, over de punten die op de agenda van de vorige vergadering stonden.

De plaatsvervangers mogen slechts ter vervanging van verhinderde werkende leden zitting hebben.

Art. 11. De voorzitter ziet na of de voor een geldige beraadslaging vastgestelde voorwaarden vervuld zijn.

Hij leidt de besprekingen en zorgt voor de goede werking van de Commissie.

De beslissingen worden bij algemene stemmen van de aanwezige leden genomen.

De voorzitter zorgt voor het verzenden van de beslissingen van de paritaire commissie aan het lid van de Regering van de Franse Gemeenschap bevoegd voor het statuut van de in artikel 1 van het huishoudelijk reglement bedoelde personeelsleden, en eventueel aan de betrokken partijen. Hij zorgt voor deze verzending binnen de acht dagen die op de definitieve goedkeuring van de tekst van de beslissing volgen.

Wanneer de Paritaire Commissie een beslissing neemt, preciseerd ze of ze wenst dat de Regering van de Franse Gemeenschap er al dan niet bindende kracht aan geeft.

De voorzitter deelt onverwijld, uiterlijk tijdens de eerstvolgende vergadering, de leden van de Paritaire Commissie de kennisgeving mee die de Minister aan hem richt ter uitvoering van artikel 97 (weigering van de bindende kracht) van het decreet d.d. 1 februari 1993, houdende vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs of wanneer de Regering bindende kracht geeft aan een beslissing.

Art. 12. De secretaris of de adjunct-secretaris woont de vergaderingen van de Commissie bij.

De referendaris woont de vergaderingen van de Paritaire Commissie bij zo hij het nuttig acht, alsmede op verzoek van de Commissie, die zich uitspreekt bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden, of op verzoek van de Voorzitter.

De referendaris brengt op eigen initiatief of op verzoek van de Commissie, die zich uitspreekt bij meerderheid van stemmen, of op verzoek van de voorzitter, een advies uit over elk vraagstuk dat op de agenda van de Commissie of van een werkgroep van de Commissie werd geplaatst.

Het door de referendaris uitgebrachte advies wordt in de mate van het mogelijke in een document opgetekend.

Art. 13. De vergaderingen van de Commissie zijn niet openbaar.

B. Notulen van de vergaderingen

Art. 14. De secretaris stelt de notulen van elke vergadering op.

De notulen vermelden :

- de benaming van het paritair lichaam;
- de plaats en de datum van de vergadering, het openings- en sluitingsuur;
- de namen van de aanwezige, verontschuldigde of afwezige leden en de organisatie die deze leden heeft voorgedragen;
- de namen van de plaatsvervangers die de verhinderde leden vertegenwoordigen;
- de punten op de agenda;
- de vaststelling door de voorzitter dat de voorwaarden tot een geldige beraadslaging vervuld zijn.

De notulen moeten de debatten trouw en omstandig weergeven en de aangenomen besluiten puntsgewijs onnemen.

In de bijlage van de notulen worden opgenomen :

- a) de op de vergadering rondgedeelde documenten;
- b) de documenten die op de vergadering werden besproken;
- c) de documenten die de beslissingen, adviezen, voorstellen en andere handelingen van de Commissie die tijdens de vergadering werden goedgekeurd, bevatten.

Art. 15. De secretaris zendt binnen een termijn van drie dagen de notulen over aan de voorzitter.

De voorzitter ondertekent de notulen van de vergadering, die hij binnen een termijn van drie dagen aan de Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap verzendt.

Art. 16. De notulen worden naar de werkende leden en de plaatsvervangers binnen tien dagen na de vergadering gestuurd.

Bij gebrek aan een vraag om rechtzetting, gericht aan de voorzitter binnen 15 dagen te rekenen van de datum van verzending van de notulen, worden deze geacht door de Commissie te zijn goedgekeurd.

De voorzitter legt de vraag om rechtzetting aan de leden, die de vergadering hebben bijgewoond, ter goedkeuring voor. Bij gebrek aan akkoord met die vraag gebeurt de goedkeuring van de notulen bij het begin van de eerstkomende vergadering van de Commissie.

Een afschrift van de definitieve tekst van de notulen wordt naar de werkende leden en de plaatsvervangers gestuurd, alsmede naar de referendaris en de Minister van de Franse Gemeenschap.

Art. 17. Behoudens indien de Commissie hierover anders beslist, worden de notulen niet aan derden medegedeeld.

C. Beslissingen en andere handelingen van de Commissie

Art. 18. De adviezen, voorstellen, vragen alsmede de andere handelingen van de Commissie worden goedgekeurd op de vergadering tijdens welke ze geformuleerd of verricht werden en maken ieder het voorwerp uit van afzonderlijke documenten die bij de notulen van de vergadering worden gevoegd.

Overeenkomstig artikel 11 van dit huishoudelijk reglement zorgt de voorzitter voor het verzenden van adviezen, voorstellen en beslissingen aan de bevoegde Minister van de Franse Gemeenschap binnen acht dagen na de definitieve goedkeuring van de handeling.

Art. 19. De in de Commissie getroffen beslissingen kunnen bindend verklaard worden door de Regering van de Franse Gemeenschap op verzoek van de Commissie of van een in laatstgenoemde vertegenwoordigde organisatie.

De voorzitter geeft de Paritaire Commissie uiterlijk tijdens de eerstvolgende vergadering kennis van :

- het aan hem door een organisatie gericht verzoek, de Regering van de Franse Gemeenschap te vragen om een beslissing van de Paritaire Commissie bindende kracht te geven.
- de kennisgeving die de Minister aan hem richt ter uitvoering van artikel 97 (weigering om een beslissing bindende kracht te geven) van het decreet d.d. 1 februari 1993.
- de kennisgeving die de Minister aan hem richt wanneer de Regering van de Franse Gemeenschap bindende kracht geeft aan een beslissing van de Commissie.

D. Andere bevoegdheden van de voorzitter, de ondervoorzitter en de secretaris

Art. 20. De voorzitter vertegenwoordigt de Commissie in haar betrekkingen met derden.

Hij ondertekent de brieven van de Commissie.

Hij mag deze bevoegdheid niet aan de secretaris afvaardigen.

Art. 21. Bij afwezigheid van de voorzitter vervangt de ondervoorzitter hem en oefent hij in dat geval dezelfde bevoegdheid als de voorzitter uit.

Art. 22. De secretaris vervult zijn opdracht onder het gezag en de leiding van de voorzitter.

E. Samenstelling van werkgroepen

Art. 23. De Commissie mag werkgroepen samenstellen ten einde de bijzondere problemen die ze bepaalt, te onderzoeken.

Wanneer de Commissie beslist een werkgroep in het leven te roepen, telt deze vijf leden die de werkgevers vertegenwoordigen en vijf leden die de werknemers vertegenwoordigen.

De verdeling van de werknemersvertegenwoordigers is de volgende : 3 C.S.C., 1 F.G.T.B. en 1 C.G.L.S.B.

Bovendien mogen de leden bijgestaan worden door technische adviseurs wier aantal en verdeling bepaald worden overeenkomstig artikel 5 van dit huishoudelijk reglement.

De voorzitter en de secretaris of adjunct-secretaris nemen deel aan de vergaderingen van de werkgroepen. De referendaris mag de vergaderingen van de werkgroepen bijwonen.

De bepalingen van dit reglement betreffende de taken en bevoegdheden van de voorzitter, de secretaris, de adjunct-secretaris en de referendaris zijn van toepassing wanneer de werkgroepen bijeenkomen.

De leden van de werkgroepen hoeven geen werkend lid of plaatsvervanger van de Paritaire Commissie voor het Vrij Confessioneel Buitengewoon Onderwijs te zijn. Alle leden van de werkgroep hebben spreekrecht.

Enkel de werkende leden of plaatsvervangers die aan de bijeenkomsten van de werkgroepen deelnemen, mogen aanspraak maken op terugbetaling van de reiskosten, bepaald bij artikel 8 van het besluit van de Executieve d.d. 18 februari 1993 betreffende de Paritaire Commissies in het vrij confessioneel onderwijs.

De besluiten van de studies van de werkgroepen worden aan de Paritaire Commissie voor het Vrij Confessioneel Buitengewoon Onderwijs overgezonden.

HOOFDSTUK V. — Bemiddeling

Art. 24. De Paritaire Commissie voor het Vrij Confessioneel Buitengewoon Onderwijs richt onder haar leden een bemiddelingsdienst op waarvan de samenstelling, de materiële bevoegdheid en de werkwijze door een beslissing van de Paritaire Commissie worden geregeld.

HOOFDSTUK VI. — Werkings- en reiskosten

Art. 25. De werkingskosten van de Paritaire Commissie voor het Vrij Confessioneel Buitengewoon Onderwijs komen ten laste van de Franse Gemeenschap.

Art. 26. Voor de toepassing van artikel 8 van het Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende de paritaire commissies in het vrij confessioneel onderwijs wordt voor de berekening van de vervoerkosten het traject in aanmerking genomen tussen de woonplaats en de plaats van de vergadering.

HOOFDSTUK VII. — Wijziging van het huishoudelijk reglement

Art. 27. Dit huishoudelijk reglement mag bij beslissing van de Commissie gewijzigd worden indien de geplande wijzigingen niet van de wetgeving afwijken en op de agenda ingeschreven werden.

De wijziging wordt de Regering van de Franse Gemeenschap ter goedkeuring voorgelegd.

HOOFDSTUK VIII. — Slotbepalingen**A. Briefwisseling en archief**

Art. 28. Elke briefwisseling over al wat de Commissie betreft, moet aan de voorzitter, ten zetel van de Commissie, gericht worden.

Art. 29. Het archief van de Commissie wordt bewaard door de dienst aangewezen door de Secretaris-generaal van het « Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation » (Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming) van de Franse Gemeenschap.

B. Indiening van het huishoudelijk reglement

Art. 30. Dit huishoudelijk reglement wordt bij de ter uitvoering van artikel 29 van dit huishoudelijk reglement aangewezen dienst ingediend.

C. Goedkeuring van het huishoudelijk reglement

Art. 31. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 92 van het decreet d.d. 1 februari 1993 wordt dit huishoudelijk reglement, op initiatief van de voorzitter, de Regering van de Franse Gemeenschap ter goedkeuring voorgelegd.

D. Inwerkingtreding

Art. 32. Onder voorbehoud van de goedkeuring ervan door de Regering van de Franse Gemeenschap treedt dit reglement in werking op 28 april 1994.

Aldus aangenomen op de vergadering d.d. 26 april 1994 van de P.C. Vrij Confessioneel Buitengewoon Onderwijs.

Voor eensluidend afschrift :

De secretaresse,
M. Celen.

De voorzitter,
J. Servotte.

PARITAIRE COMMISSIE VOOR HET VRIJ CONFESSIEEEL SECUNDAIR ONDERWIJS

Huishoudelijk reglement aangenomen op de vergadering d.d. 29 april 1994

HOOFDSTUK I. — Instelling, zetel

Artikel 1. Bij besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 februari 1993 (*Belgisch Staatsblad* d.d. 16 maart 1993) wordt de Paritaire Commissie van het vrij confessioneel buitengewoon onderwijs ingesteld die bevoegd is voor de inrichtingen voor vrij confessioneel onderwijs dat secundair onderwijs inricht.

De bevoegdheid ervan strekt zich uit tot de gesubsidieerde personeelsleden die door bovengenoemde onderwijsinrichtingen worden tewerkgesteld, met uitsluiting van het gesubsidieerd personeel van de categorie administratief personeel.

Art. 2. De zetel van de Commissie wordt te Brussel gevestigd, in de lokalen van het « Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation de la Communauté française » (Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming), Bestuur Secundair, Rijksadministratief Centrum, Koningstraat 204 (Postadres : Pachecolaan 19, bus 0, 1000 Brussel).

Bij noodgeval mogen de vergaderingen echter buiten de zetel van de Paritaire Commissie worden gehouden.

HOOFDSTUK II. — *Opracht*

Art. 3. De opdrachten van de Paritaire Commissie zijn :

- a) over de specifieke arbeidsvoorwaarden in het vrij confessioneel buitengewoon onderwijs beraadslagen,
- b) elk geschil voorkomen of bijleggen dat zou kunnen rijzen of zou gerezen zijn tussen de inrichtende machten en de personeelsleden die ressorteren onder de Paritaire Commissie;
- c) regels opmaken ter aanvulling van de statutaire bepalingen van het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, die aan dat onderwijsniveau eigen zijn;

HOOFDSTUK III. — *Samenstelling*

Art. 4. De Paritaire Commissie bestaat uit :

- a) een voorzitter en een ondervoorzitter;
- b) een referendaris,
- c) een secretaris en een adjunct-secretaris,
- d) 22 werkende leden en 22 plaatsvervangers die de werkgevers- en de werknemersorganisaties vertegenwoordigen, waaronder 11 werkende leden en 11 plaatsvervangers die de inrichtende machten in het vrij confessioneel onderwijs vertegenwoordigen en 11 werkende leden en 11 plaatsvervangers die de representatieve organisaties vertegenwoordigen van personeelsleden in het vrij confessioneel onderwijs, aangesloten bij een vakbond die in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigd is.

De voorzitter, ondervoorzitter, verslaggever, secretaris, adjunct-secretaris en commissieleden werden voor de eerste keer bij een besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 3 november 1993, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* d.d. 17 december 1993, benoemd.

De leden worden voor vijf jaar benoemd.

Het mandaat van de leden neemt een einde :

- a) bij ontslag;
- b) wanneer de organisatie die het lid voorgedragen heeft, zijn vervanging vraagt;
- c) bij overlijden.

Wanneer een organisatie de bevoegde Minister de vervanging van een werkend lid of een plaatsvervanger vraagt, zendt ze een afschrift van deze vraag tot wijziging over aan de Voorzitter van de Paritaire Commissie van het Vrij Confessioneel Buitengewoon Onderwijs.

Art. 5. De commissieleden kunnen door technische adviseurs worden bijgestaan.

Het aantal van deze technische adviseurs bedraagt acht personen.

Het aantal technische adviseurs dat de werkgeversorganisaties mogen afvaardigen, wordt op 4 vastgesteld. Het aantal technische adviseurs dat door de vakbonden mag worden afgevaardigd, wordt vastgesteld op 2 voor CSC en op 1 voor elke andere representatieve werknemersorganisatie die in de Commissie zetelt.

Voor de toepassing van dit artikel verstaat men onder « representatieve werknemersorganisatie » de vakverbonden waarbij de organisaties die in de Commissie zetelen, aangesloten zijn.

De technische adviseurs beschikken niet over spreekrecht tijdens de plenaire vergaderingen van de Paritaire Commissie in verband met de punten op de agenda die het voorwerp waren van een voorafgaand onderzoek binnen een werkgroep.

HOOFDSTUK IV. — *Werking*

A. Vergaderingen

Art. 6. De Commissie vergadert op initiatief van de voorzitter of op vraag van een organisatie die er vertegenwoordigd is.

Deze vraag vermeldt de punten die de organisatie op de agenda wenst te brengen en gaat gepaard met een verklarende nota en al de nodige documenten.

De door de organisaties ter sprake gebrachte vraagstukken worden binnen dertig dagen, te rekenen van de ontvangst ervan door de voorzitter, behandeld.

Voor de toepassing van dit artikel verstaat men onder « behandeld worden » het feit dat die vraagstukken op de agenda van een vergadering van de paritaire commissie worden ingeschreven.

Art. 7. De voorzitter bepaalt de datum van de vergadering en maakt de agenda op.

Tijdens de vergadering mag elk lid voorstellen dat de agenda wordt gewijzigd. De wijzigingen worden met algemene stemmen aangenomen.

Wanneer de wijziging van de agenda tot gevolg heeft dat een nieuw punt op de agenda wordt geplaatst, zijn de bepalingen van artikel 6, lid 2, van dit huishoudelijk reglement van toepassing.

Art. 8. De leden worden door toedoen van de voorzitter bijeengeroepen. De oproepingsbrief vermeldt de datum, de plaats en de agenda van de vergadering en gaat gepaard met de verklarende nota, bedoeld in artikel 6, en de documenten betreffende de agenda.

Hij wordt aan de werkende leden en de plaatsvervangers, alsmede aan de referendaris, ten minste tien dagen voor de datum van de vergadering gericht.

Art. 9. Het werkend lid dat belet is, voorziet in zijn vervanging.

Wanneer een plaatsvervanger een werkend lid vervangt, verwittigt laatstgenoemde de voorzitter zodra de vergadering geopend wordt.

Wanneer technische adviseurs de vergadering bijwonen, wordt de commissie uiterlijk bij het begin van de vergadering door een lid van de paritaire commissie op de hoogte van hun aanwezigheid gebracht.

Art. 10. De Commissie beraadslaagt geldig wanneer ten minste de helft van de werkende leden of plaatsvervangers die de werkgevers vertegenwoordigen, en ten minste de helft van de werkende leden of plaatsvervangers die de werknemers vertegenwoordigen, aanwezig zijn.

Indien de in het vorig lid bedoelde voorwaarde niet vervuld wordt, zal een nieuwe vergadering belegd worden en dan geldig beraadslagen, wat het aantal ook moge zijn van de aanwezige leden die enerzijds de werkgevers en anderzijds de werknemers vertegenwoordigen, over de punten die op de agenda van de vorige vergadering stonden.

De plaatsvervangers mogen slechts ter vervanging van verhinderde werkende leden zitting hebben.

Art. 11. De voorzitter ziet na of de voor een geldige beraadslaging vastgestelde voorwaarden vervuld zijn.

Hij leidt de besprekingen en zorgt voor de goede werking van de Commissie.

De beslissingen worden bij algemene stemmen van de aanwezige leden genomen.

De voorzitter zorgt voor het verzenden van de beslissingen van de paritaire commissie aan het lid van de Regering van de Franse Gemeenschap bevoegd voor het statuut van de in artikel 1 van het huishoudelijk reglement bedoelde personeelsleden, en eventueel aan de betrokken partijen. Hij zorgt voor deze verzending binnen de acht dagen die op de definitieve goedkeuring van de tekst van de beslissing volgen.

Wanneer de Paritaire Commissie een beslissing neemt, precificeert ze of ze wenst dat de Regering van de Franse Gemeenschap er al dan niet bindende kracht aan geeft.

De voorzitter deelt onverwijld, uiterlijk tijdens de eerstvolgende vergadering, de leden van de Paritaire Commissie de kennisgeving mee die de Minister aan hem richt ter uitvoering van artikel 97 (weigering van de bindende kracht) van het decreet d.d. 1 februari 1993, houdende vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs of wanneer de Regering bindende kracht geeft aan een beslissing.

Art. 12. De secretaris of de adjunct-secretaris woont de vergaderingen van de Commissie bij.

De referendaris woont de vergaderingen van de Paritaire Commissie bij zo hij het nuttig acht, alsmede op verzoek van de Commissie, die zich uitspreekt bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden, of op verzoek van de Voorzitter.

De referendaris brengt op eigen initiatief of op verzoek van de Commissie, die zich uitspreekt bij meerderheid van stemmen, of op verzoek van de voorzitter, een advies uit over elk vraagstuk dat op de agenda van de Commissie of van een werkgroep van de Commissie werd geplaatst.

Het door de referendaris uitgebrachte advies wordt in de mate van het mogelijke in een document opgetekend.

Art. 13. De vergaderingen van de Commissie zijn niet openbaar.

B. Notulen van de vergaderingen

Art. 14. De secretaris stelt de notulen van elke vergadering op.

De notulen vermelden :

- de benaming van het paritair lichaam;
- de plaats en de datum van de vergadering, het openings- en sluitingsuur;
- de namen van de aanwezige, verontschuldigde of afwezige leden en de organisatie die deze leden heeft voorgedragen;
- de namen van de plaatsvervangers die de verhinderde leden vertegenwoordigen;
- de punten op de agenda;
- de vaststelling door de voorzitter dat de voorwaarden tot een geldige beraadslaging vervuld zijn.

De notulen moeten de debatten trouw en omstandig weergeven en de aangenomen besluiten puntsgewijs opnemen,

In de bijlage van de notulen worden opgenomen :

- a) de op de vergadering rondgedeelde documenten;
- b) de documenten die op de vergadering werden besproken;
- c) de documenten die de beslissingen, adviezen, voorstellen en andere handelingen van de Commissie die tijdens de vergadering werden goedgekeurd, bevatten.

Art. 15. De secretaris zendt binnen een termijn van drie dagen de notulen over aan de voorzitter.

De voorzitter ondertekent de notulen van de vergadering, die hij binnen een termijn van drie dagen aan de Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap verzendt.

Art. 16. De notulen worden naar de werkende leden en de plaatsvervangers binnen tien dagen na de vergadering gestuurd.

Bij gebrek aan een vraag om rechtzetting, gericht aan de voorzitter binnen 15 dagen te rekenen van de datum van verzending van de notulen, worden deze geacht door de Commissie te zijn goedgekeurd.

De voorzitter legt de vraag om rechtzetting aan de leden, die de vergadering hebben bijgewoond, ter goedkeuring voor. Bij gebrek aan akkoord met die vraag gebeurt de goedkeuring van de notulen bij het begin van de eerstkomende vergadering van de Commissie.

Een afschrift van de definitieve tekst van de notulen wordt naar de werkende leden en de plaatsvervangers gestuurd, alsmede naar de referendaris en de Minister van de Franse Gemeenschap.

Art. 17. Behoudens indien de Commissie hierover anders beslist, worden de notulen niet aan derden medegedeeld.

C. Beslissingen en andere handelingen van de Commissie

Art. 18. De adviezen, voorstellen, vragen alsmede de andere handelingen van de Commissie worden goedgekeurd op de vergadering tijdens welke ze geformuleerd of verricht werden en maken ieder het voorwerp uit van afzonderlijke documenten die bij de notulen van de vergadering worden gevoegd.

Overeenkomstig artikel 11 van dit huishoudelijk reglement zorgt de voorzitter voor het verzenden van adviezen, voorstellen en beslissingen aan de bevoegde Minister van de Franse Gemeenschap binnen acht dagen na de definitieve goedkeuring van de handeling.

Art. 19. De in de Commissie getroffen beslissingen kunnen bindend verklaard worden door de Regering van de Franse Gemeenschap op verzoek van de Commissie of van een in laatstgenoemde vertegenwoordigde organisatie.

De voorzitter geeft de Paritaire Commissie uiterlijk tijdens de eerstvolgende vergadering kennis van :

- het aan hem door een organisatie gericht verzoek, de Regering van de Franse Gemeenschap te vragen om een beslissing van de Paritaire Commissie bindende kracht te geven.

— de kennisgeving die de Minister aan hem richt ter uitvoering van artikel 97 (weigering om een beslissing bindende kracht te geven) van het decreet d.d. 1 februari 1993.

— de kennisgeving die de Minister aan hem richt wanneer de Regering van de Franse Gemeenschap bindende kracht geeft aan een beslissing van de Commissie.

D. Andere bevoegdheden van de voorzitter, de ondervoorzitter en de secretaris

Art. 20. De voorzitter vertegenwoordigt de Commissie in haar betrekkingen met derden.

Hij ondertekent de brieven van de Commissie.

Hij mag deze bevoegdheid niet aan de secretaris afvaardigen.

Art. 21. Bij afwezigheid van de voorzitter vervangt de ondervoorzitter hem en oefent hij in dat geval dezelfde bevoegdheid als de voorzitter uit.

Art. 22. De secretaris vervult zijn opdracht onder het gezag en de leiding van de voorzitter.

E. Samenstelling van werkgroepen

Art. 23. De Commissie mag werkgroepen samenstellen ten einde de bijzondere problemen die ze bepaalt, te onderzoeken.

Wanneer de Commissie beslist een werkgroep in het leven te roepen, telt deze vijf leden die de werkgevers vertegenwoordigen en vijf leden die de werknemers vertegenwoordigen.

De verdeling van de werknemersvertegenwoordigers is de volgende : 3 C.S.C., 1 F.G.T.B. en 1 C.G.L.S.B.

Bovendien mogen de leden bijgestaan worden door technische adviseurs wier aantal en verdeling bepaald worden overeenkomstig artikel 5 van dit huishoudelijk reglement.

De voorzitter en de secretaris of adjunct-secretaris nemen deel aan de vergaderingen van de werkgroepen. De referendaris mag de vergaderingen van de werkgroepen bijwonen.

De bepalingen van dit reglement betreffende de taken en bevoegdheden van de voorzitter, de secretaris, de adjunct-secretaris en de referendaris zijn van toepassing wanneer de werkgroepen bijeenkomen.

De leden van de werkgroepen hoeven geen werkend lid of plaatsvervanger van de Paritaire Commissie voor het Vrij Confessioneel Buitengewoon Onderwijs te zijn. Alle leden van de werkgroep hebben spreekrecht.

Enkel de werkende leden of plaatsvervangers die aan de bijeenkomsten van de werkgroepen deelnemen, mogen aanspraak maken op terugbetaling van de reiskosten, bepaald bij artikel 8 van het besluit van de Executieve d.d. 18 februari 1993 betreffende de Paritaire Commissies in het vrij confessioneel onderwijs.

De besluiten van de studies van de werkgroepen worden aan de Paritaire Commissie voor het Vrij Confessioneel Buitengewoon Onderwijs overgezonden.

HOOFDSTUK V. — *Bemiddeling*

Art. 24. De Paritaire Commissie voor het Vrij Confessioneel Buitengewoon Onderwijs richt onder haar leden een bemiddelingsdienst op waarvan de samenstelling, de materiële bevoegdheid en de werkwijze door een beslissing van de Paritaire Commissie worden geregeld.

HOOFDSTUK VI. — *Werkings- en reiskosten*

Art. 25. De werkingskosten van de Paritaire Commissie voor het Vrij Confessioneel Buitengewoon Onderwijs komen ten laste van de Franse Gemeenschap.

Art. 26. Voor de toepassing van artikel 8 van het Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende de paritaire commissies in het vrij confessioneel onderwijs wordt voor de berekening van de vervoerkosten het traject in aanmerking genomen tussen de woonplaats en de plaats van de vergadering.

HOOFDSTUK VII. — *Wijziging van het huishoudelijk reglement*

Art. 27. Dit huishoudelijk reglement mag bij beslissing van de Commissie gewijzigd worden indien de geplande wijzigingen niet van de wetgeving afwijken en op de agenda ingeschreven werden.

De wijziging wordt de Regering van de Franse Gemeenschap ter goedkeuring voorgelegd.

HOOFDSTUK VIII. — *Slotbepalingen*

A. Briefwisseling en archief

Art. 28. Elke briefwisseling over al wat de Commissie betreft, moet aan de voorzitter, ten zetel van de Commissie, gericht worden.

Art. 29. Het archief van de Commissie wordt bewaard door de dienst aangewezen door de Secretaris-generaal van het « Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation » (Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming) van de Franse Gemeenschap.

B. Indiening van het huishoudelijk reglement

Art. 30. Dit huishoudelijk reglement wordt bij de ter uitvoering van artikel 29 van dit huishoudelijk reglement aangewezen dienst ingediend.

C. Goedkeuring van het huishoudelijk reglement

Art. 31. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 92 van het decreet d.d. 1 februari 1993 wordt dit huishoudelijk reglement, op initiatief van de voorzitter, de Regering van de Franse Gemeenschap ter goedkeuring voorgelegd.

D. Inwerkingtreding

Art. 32. Onder voorbehoud van de goedkeuring ervan door de Regering van de Franse Gemeenschap treedt dit reglement in werking op 28 april 1994.

Aldus aangenomen op de vergadering d.d. 29 april 1994 van de P.C. Vrij Confessioneel Buitengewoon Onderwijs.

Voor eensluidend afschrift :

De secretaresse,
M. Lamouline.

De voorzitter,
J. Servotte.

PARITAIRE COMMISSIE VOOR HET VRIJ CONFESSIONEEL BASISONDERWIJS

Huishoudelijk reglement aangenomen op de vergadering d.d. 29 april 1994

HOOFDSTUK I. — *Instelling, zetel*

Artikel 1. Bij besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 februari 1993 (*Belgisch Staatsblad* d.d. 16 maart 1993) wordt de Paritaire Commissie van het vrij confessioneel basisonderwijs ingesteld die bevoegd is voor de inrichtingen voor vrij confessioneel onderwijs dat basisonderwijs inricht.

De bevoegdheid ervan strekt zich uit tot de gesubsidieerde personeelsleden die door bovengenoemde onderwijsinrichtingen worden tewerkgesteld, met uitsluiting van het gesubsidieerd personeel van de categorie administratief personeel.

Art. 2. De zetel van de Commissie wordt te Brussel gevestigd, in de lokalen van het « Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation de la Communauté française » (Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming), Bestuur Basisonderwijs, Rijksadministratief Centrum, Koningstraat 204 (Postadres : Pachecolaan 19, bus 0, 1010 Brussel).

Bij noodgeval mogen de vergaderingen echter buiten de zetel van de Paritaire Commissie worden gehouden.

HOOFDSTUK II. — *Oprichting*

Art. 3. De opdrachten van de Paritaire Commissie zijn :

- a) over de specifieke arbeidsvoorwaarden in het vrij confessioneel buitengewoon onderwijs beraadslagen,
- b) elk geschil voorkomen of bijleggen dat zou kunnen rijzen of zou gerezen zijn tussen de inrichtende machten en de personeelsleden die ressorteren onder de Paritaire Commissie;
- c) regels opmaken ter aanvulling van de statutaire bepalingen van het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, die aan dat onderwijsniveau eigen zijn;

HOOFDSTUK III. — *Samenstelling*

Art 4. De Paritaire Commissie bestaat uit :

- a) een voorzitter en een ondervoorzitter;
- b) een referendaris;
- c) een secretaris en een adjunct-secretaris;
- d) 22 werkende leden en 22 plaatsvervangers die de werkgevers- en de werknemersorganisaties vertegenwoordigen, waaronder 11 werkende leden en 11 plaatsvervangers die de inrichtende machten in het vrij confessioneel onderwijs vertegenwoordigen en 11 werkende leden en 11 plaatsvervangers die de representatieve organisaties vertegenwoordigen van personeelsleden in het vrij confessioneel onderwijs, aangesloten bij een vakbond die in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigd is.

De voorzitter, ondervoorzitter, verslaggever, secretaris, adjunct-secretaris en commissieleden werden voor de eerste keer bij een besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 3 november 1993, bekenagemaakt in het *Belgisch Staatsblad* d.d. 17 december 1993, benoemd.

De leden worden voor vijf jaar benoemd.

Het mandaat van de leden neemt een einde :

- a) bij ontslag;
- b) wanneer de organisatie die het lid voorgedragen heeft, zijn vervanging vraagt;
- c) bij overlijden.

Wanneer een organisatie de bevoegde Minister de vervanging van een werkend lid of een plaatsvervanger vraagt, zendt ze een afschrift van deze vraag tot wijziging over aan de Voorzitter van de Paritaire Commissie van het Vrij Confessioneel Buitengewoon Onderwijs.

Art. 5. De commissieleden kunnen door technische adviseurs worden bijgestaan.

Het aantal van deze technische adviseurs bedraagt acht personen.

Het aantal technische adviseurs dat de werkgeversorganisaties mogen afvaardigen, wordt op 4 vastgesteld. Het aantal technische adviseurs dat door de vakbonden mag worden afgevaardigd, wordt vastgesteld op 2 voor CSC en op 1 voor elke andere representatieve werknemersorganisatie die in de Commissie zetelt.

Voor de toepassing van dit artikel verstaat men onder « representatieve werknemersorganisatie » de vakverbonden waarbij de organisaties die in de Commissie zetelen, aangesloten zijn.

De technische adviseurs beschikken niet over spreekrecht tijdens de plenaire vergaderingen van de Paritaire Commissie in verband met de punten op de agenda die het voorwerp waren van een voorafgaand onderzoek binnen een werkgroep.

HOOFDSTUK IV. — *Werkwijze*

A. Vergaderingen

Art. 6. De Commissie vergadert op initiatief van de voorzitter of op vraag van een organisatie die er vertegenwoordigd is.

Deze vraag vermeldt de punten die de organisatie op de agenda wenst te brengen en gaat gepaard met een verklarende nota en al de nodige documenten.

De door de organisaties ter sprake gebrachte vraagstukken worden binnen dertig dagen, te rekenen van de ontvangst ervan door de voorzitter, behandeld.

Voor de toepassing van dit artikel verstaat men onder « behandeld worden » het feit dat die vraagstukken op de agenda van een vergadering van de paritaire commissie worden ingeschreven.

Art. 7. De voorzitter bepaalt de datum van de vergadering en maakt de agenda op.

Tijdens de vergadering mag elk lid voorstellen dat de agenda wordt gewijzigd. De wijzigingen worden met algemene stemmen aangenomen.

Wanneer de wijziging van de agenda tot gevolg heeft dat een nieuw punt op de agenda wordt geplaatst, zijn de bepalingen van artikel 6, lid 2, van dit huishoudelijk reglement van toepassing.

Art. 8. De leden worden door toedoen van de voorzitter bijeengeroepen. De oproepingsbrief vermeldt de datum, de plaats en de agenda van de vergadering en gaat gepaard met de verklarende nota, bedoeld in artikel 6, en de documenten betreffende de agenda.

Hij wordt aan de werkende leden en de plaatsvervangers, alsmede aan de referendaris, ten minste tien dagen voor de datum van de vergadering gericht.

Art. 9. Het werkend lid dat belet is, voorziet in zijn vervanging.

Wanneer een plaatsvervanger een werkend lid vervangt, verwittigt laatstgenoemde de voorzitter zodra de vergadering geopend wordt.

Wanneer technische adviseurs de vergadering bijwonen, wordt de commissie uiterlijk bij het begin van de vergadering door een lid van de paritaire commissie op de hoogte van hun aanwezigheid gebracht.

Art. 10. De Commissie beraadslaagt geldig wanneer ten minste de helft van de werkende leden of plaatsvervangers die de werkgevers vertegenwoordigen, en ten minste de helft van de werkende leden of plaatsvervangers die de werknemers vertegenwoordigen, aanwezig zijn.

Indien de in het vorig lid bedoelde voorwaarde niet vervuld wordt, zal een nieuwe vergadering belegd worden en dan geldig beraadslagen, wat het aantal ook moge zijn van de aanwezige leden die enerzijds de werkgevers en anderzijds de werknemers vertegenwoordigen, over de punten die op de agenda van de vorige vergadering stonden.

De plaatsvervangers mogen slechts ter vervanging van verhinderde werkende leden zitting hebben.

Art. 11. De voorzitter ziet na of de voor een geldige beraadslaging vastgestelde voorwaarden vervuld zijn.

Hij leidt de besprekingen en zorgt voor de goede werking van de Commissie.

De beslissingen worden bij algemene stemmen van de aanwezige leden genomen.

De voorzitter zorgt voor het verzenden van de beslissingen van de paritaire commissie aan het lid van de Regering van de Franse Gemeenschap bevoegd voor het statuut van de in artikel 1 van het huishoudelijk reglement bedoelde personeelsleden, en eventueel aan de betrokken partijen. Hij zorgt voor deze verzending binnen de acht dagen die op de definitieve goedkeuring van de tekst van de beslissing volgen.

Wanneer de Paritaire Commissie een beslissing neemt, preciseert ze of ze wenst dat de Regering van de Franse Gemeenschap er al dan niet bindende kracht aan geeft.

De voorzitter deelt onverwijld, uiterlijk tijdens de eerstvolgende vergadering, de leden van de Paritaire Commissie de kennisgeving mee die de Minister aan hem richt ter uitvoering van artikel 97 (weigeren van de bindende kracht) van het decreet d.d. 1 februari 1993, houdende vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs of wanneer de Regering bindende kracht geeft aan een beslissing.

Art. 12. De secretaris of de adjunct-secretaris woont de vergaderingen van de Commissie bij.

De referendaris woont de vergaderingen van de Paritaire Commissie bij zo hij het nuttig acht, alsmede op verzoek van de Commissie, die zich uitsprekt bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden, of op verzoek van de Voorzitter.

De referendaris brengt op eigen initiatief of op verzoek van de Commissie, die zich uitsprekt bij meerderheid van stemmen, of op verzoek van de voorzitter, een advies uit over elk vraagstuk dat op de agenda van de Commissie of van een werkgroep van de Commissie werd geplaatst.

Het door de referendaris uitgebrachte advies wordt in de mate van het mogelijke in een document opgetekend.

Art. 13. De vergaderingen van de Commissie zijn niet openbaar.

B. Notulen van de vergaderingen

Art. 14. De secretaris stelt de notulen van elke vergadering op.

De notulen vermelden :

- de benaming van het paritair lichaam;
- de plaats en de datum van de vergadering, het openings- en sluitingsuur;
- de namen van de aanwezige, verontschuldigde of afwezige leden en de organisatie die deze leden heeft voorgedragen;
- de namen van de plaatsvervangers die de verhinderde leden vertegenwoordigen;
- de punten op de agenda;
- de vaststelling door de voorzitter dat de voorwaarden tot een geldige beraadslaging vervuld zijn.

De notulen moeten de debatten trouw en omstandig weergeven en de aangenomen besluiten puntsgewijs opnemen.

In de bijlage van de notulen worden opgenomen :

- a) de op de vergadering rondgedeelde documenten;
- b) de documenten die op de vergadering werden besproken;
- c) de documenten die de beslissingen, adviezen, voorstellen en andere handelingen van de Commissie die tijdens de vergadering werden goedgekeurd, bevatten.

Art. 15. De secretaris zendt binnen een termijn van drie dagen de notulen over aan de voorzitter.

De voorzitter ondertekent de notulen van de vergadering, die hij binnen een termijn van drie dagen aan de Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap verzendt.

Art. 16. De notulen worden naar de werkende leden en de plaatsvervangers binnen tien dagen na de vergadering gestuurd.

Bij gebrek aan een vraag om rechtzetting, gericht aan de voorzitter binnen 15 dagen te rekenen van de datum van verzending van de notulen, worden deze geacht door de Commissie te zijn goedgekeurd.

De voorzitter legt de vraag om rechtzetting aan de leden, die de vergadering hebben bijgewoond, ter goedkeuring voor. Bij gebrek aan akkoord met die vraag gebeurt de goedkeuring van de notulen bij het begin van de eerstkomende vergadering van de Commissie.

Een afschrift van de definitieve tekst van de notulen wordt naar de werkende leden en de plaatsvervangers gestuurd, alsmede naar de referendaris en de Minister van de Franse Gemeenschap.

Art. 17. Behoudens indien de Commissie hierover anders beslist, worden de notulen niet aan derden medegedeeld.

C. Beslissingen en andere handelingen van de Commissie

Art. 18. De adviezen, voorstellen, vragen alsmede de andere handelingen van de Commissie worden goedgekeurd op de vergadering tijdens welke ze geformuleerd of verricht werden en maken ieder het voorwerp uit van afzonderlijke documenten die bij de notulen van de vergadering worden gevoegd.

Overeenkomstig artikel 11 van dit huishoudelijk reglement zorgt de voorzitter voor het verzenden van adviezen, voorstellen en beslissingen aan de bevoegde Minister van de Franse Gemeenschap binnen acht dagen na de definitieve goedkeuring van de handeling.

Art. 19. De in de Commissie getroffen beslissingen kunnen bindend verklaard worden door de Regering van de Franse Gemeenschap op verzoek van de Commissie of van een in laatsgenoemde vertegenwoordigde organisatie.

De voorzitter geeft de Paritaire Commissie uiterlijk tijdens de eerstvolgende vergadering kennis van :

— het aan hem door een organisatie gericht verzoek, de Regering van de Franse Gemeenschap te vragen om een beslissing van de Paritaire Commissie bindende kracht te geven.

— de kennisgeving die de Minister aan hem richt ter uitvoering van artikel 97 (weigeren om een beslissing bindende kracht te geven) van het decreet d.d. 1 februari 1993.

— de kennisgeving die de Minister aan hem richt wanneer de Regering van de Franse Gemeenschap bindende kracht geeft aan een beslissing van de Commissie.

D. Andere bevoegdheden van de voorzitter, de ondervoorzitter en de secretaris

Art. 20. De voorzitter vertegenwoordigt de Commissie in haar betrekkingen met derden.

Hij ondertekent de brieven van de Commissie.

Hij mag deze bevoegdheid niet aan de secretaris afvaardigen.

Art. 21. Bij afwezigheid van de voorzitter vervangt de ondervoorzitter hem en oefent hij in dat geval dezelfde bevoegdheid als de voorzitter uit.

Art. 22. De secretaris vervult zijn opdracht onder het gezag en de leiding van de voorzitter.

E. Samenstelling van werkgroepen

Art. 23. De Commissie mag werkgroepen samenstellen ten einde de bijzondere problemen die ze bepaalt, te onderzoeken.

Wanneer de Commissie beslist een werkgroep in het leven te roepen, telt deze vijf leden die de werkgevers vertegenwoordigen en vijf leden die de werknemers vertegenwoordigen.

De volging van de werknemersvertegenwoordigers is de volgende : 3 C.S.C., 1 F.G.T.B. en 1 C.G.L.S.B.

Bovendien mogen de leden bijgestaan worden door technische adviseurs wier aantal en verdeling bepaald worden overeenkomstig artikel 5 van dit huishoudelijk reglement.

De voorzitter en de secretaris of adjunct-secretaris nemen deel aan de vergaderingen van de werkgroepen. De referendaris mag de vergaderingen van de werkgroepen bijwonen.

De bepalingen van dit reglement betreffende de taken en bevoegdheden van de voorzitter, de secretaris, de adjunct-secretaris en de referendaris zijn van toepassing wanneer de werkgroepen bijeenkomen.

De leden van de werkgroepen hoeven geen werkend lid of plaatsvervanger van de Paritaire Commissie voor het Vrij Confessioneel Buitengewoon Onderwijs te zijn. Alle leden van de werkgroep hebben spreekrecht.

Enkel de werkende leden of plaatsvervangers die aan de bijeenkomsten van de werkgroepen deelnemen, mogen aanspraak maken op terugbetaling van de reiskosten, bepaald bij artikel 8 van het besluit van de Executieve d.d. 18 februari 1993 betreffende de Paritaire Commissies in het vrij confessioneel onderwijs.

De besluiten van de studies van de werkgroepen worden aan de Paritaire Commissie voor het Vrij Confessioneel Buitengewoon Onderwijs overgezonden.

HOOFDSTUK V. — Bemiddeling

Art. 24. De Paritaire Commissie voor het Vrij Confessioneel Buitengewoon Onderwijs richt onder haar leden een bemiddelingsdienst op waarvan de samenstelling, de materiele bevoegdheid en de werkwijze door een beslissing van de Paritaire Commissie worden geregeld.

HOOFDSTUK VI. — Werkings- en reiskosten

Art. 25. De werkingskosten van de Paritaire Commissie voor het Vrij Confessioneel Buitengewoon Onderwijs komen ten laste van de Franse Gemeenschap.

Art. 26. Voor de toepassing van artikel 8 van het Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende de paritaire commissies in het vrij confessioneel onderwijs wordt voor de berekening van de vervoerkosten het traject in aanmerking genomen tussen de woonplaats en de plaats van de vergadering.

HOOFDSTUK VII. — Wijziging van het huishoudelijk reglement

Art. 27. Dit huishoudelijk reglement mag bij beslissing van de Commissie gewijzigd worden indien de geplande wijzigingen niet van de wetgeving afwijken en op de agenda ingeschreven werden.

De wijziging wordt de Regering van de Franse Gemeenschap ter goedkeuring voorgelegd.

HOOFDSTUK VIII. — Slotbepalingen**A. Briefwisseling en archief**

Art. 28. Elke briefwisseling over al wat de Commissie betreft, moet aan de voorzitter, ten zetel van de Commissie, gericht worden.

Art. 29. Het archief van de Commissie wordt bewaard door de dienst aangewezen door de Secretaris-generaal van het « Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation » (Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming) van de Franse Gemeenschap.

B. Indiening van het huishoudelijk reglement

Art. 30. Dit huishoudelijk reglement wordt bij de ter uitvoering van artikel 29 van dit huishoudelijk reglement aangewezen dienst ingediend.

C. Goedkeuring van het huishoudelijk reglement

Art. 31. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 92 van het decreet d.d. 1 februari 1993 wordt dit huishoudelijk reglement, op initiatief van de voorzitter, de Regering van de Franse Gemeenschap ter goedkeuring voorgelegd.

D. Inwerkingtreding

Art. 32. Onder voorbehoud van de goedkeuring ervan door de Regering van de Franse Gemeenschap treedt dit reglement in werking op 28 april 1994.

Aldus aangenomen op de vergadering d.d. 28 april 1994 van de P.C. Vrij Confessioneel Basisonderwijs.

Voor eensluidend afschrift :

De secretaresse,
M. Roccas.

De voorzitter,
J. Servotte.

PARITAIRE COMMISSIE VOOR HET VRIJ CONFESSIONEEL ONDERWIJS

Huishoudelijk reglement aangenomen op de vergadering d.d. 29 april 1994

HOOFDSTUK I. — *Instelling, zetel*

Artikel 1. Bij besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 16 februari 1993 (*Belgisch Staatsblad* d.d. 16 maart 1993) wordt de Paritaire Commissie van het vrij confessioneel onderwijs ingesteld die bevoegd is voor de inrichtingen voor vrij confessioneel onderwijs en zulks voor alle onderwijsniveau's, met uitsluiting van de inrichtingen voor vrij confessioneel (hoger onderwijs van het lange type of van universitair niveau (artikel 91, lid 1, 1^o, van het Decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 1 februari 1993, *Belgisch Staatsblad* van 17 februari 1993).

De bevoegdheid ervan strekt zich uit tot de gesubsidieerde personeelsleden die door bovengenoemde onderwijsinrichtingen worden tewerkgesteld, met uitsluiting van het gesubsidieerd personeel van de categorie administratief personeel.

Art. 2. De zetel van de Commissie wordt te Brussel gevestigd, in de lokalen van het « Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation de la Communauté française » (Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming), Bestuur Buitengewoon Onderwijs, Rijksadministratief Centrum, Koningstraat 204 (Postadres : Pachecolaan 19, bus 0, 1010 Brussel).

Bij noodgeval mogen de vergaderingen echter buiten de zetel van de Paritaire Commissie worden gehouden.

HOOFDSTUK II. — *Opdracht*

Art. 3. De opdrachten van de Centrale Paritaire Commissie zijn :

- a) over de specifieke arbeidsvoorwaarden in het vrij confessioneel buitengewoon onderwijs beraadslagen,
- b) elk geschil voorkomen of bijleggen dat zou kunnen rijzen of zou gerezen zijn tussen de inrichtende machten en de personeelsleden die ressorteren onder de Paritaire Commissie;
- c) regels opmaken ter aanvulling van de statutaire bepalingen van het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, die aan dat onderwijsniveau eigen zijn;

HOOFDSTUK III. — *Samenstelling*

Art. 4. De Paritaire Commissie bestaat uit :

- a) een voorzitter en een ondervoorzitter;
- b) een referendaris;
- c) een secretaris en een adjunct-secretaris;
- d) 22 werkende leden en 22 plaatsvervangers die de werkgevers- en de werknemersorganisaties vertegenwoordigen, waaronder 11 werkende leden en 11 plaatsvervangers die de inrichtende machten in het vrij confessioneel onderwijs vertegenwoordigen en 11 werkende leden en 11 plaatsvervangers die de representatieve organisaties vertegenwoordigen van personeelsleden in het vrij confessioneel onderwijs, aangesloten bij een vakbond die in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigd is.

De voorzitter, ondervoorzitter, verslaggever, secretaris, adjunct-secretaris en commissieleden werden voor de eerste keer bij een besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 3 november 1993, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* d.d. 17 december 1993, benoemd.

De leden worden voor vijf jaar benoemd.

Het mandaat van de leden neemt een einde :

- a) bij ontslag;
- b) wanneer de organisatie die het lid voorgedragen heeft, zijn vervanging vraagt;
- c) bij overlijden.

Wanneer een organisatie de bevoegde Minister de vervanging van een werkend lid of een plaatsvervanger vraagt, zendt ze een afschrift van deze vraag tot wijziging over aan de Voorzitter van de Paritaire Commissie van het Vrij Confessioneel Buitengewoon Onderwijs.

Art. 5. De commissieleden kunnen door technische adviseurs worden bijgestaan.

Het aantal van deze technische adviseurs bedraagt acht personen.

Het aantal technische adviseurs dat de werkgeversorganisaties mogen afvaardigen, wordt op 4 vastgesteld. Het aantal technische adviseurs dat door de vakbonden mag worden afgevaardigd, wordt vastgesteld op 2 voor CSC en op 1 voor elke andere representatieve werknemersorganisatie die in de Commissie zetelt.

Voor de toepassing van dit artikel verstaat men onder « representatieve werknemersorganisatie » de vakverbonden waarbij de organisaties die in de Commissie zetelen, aangesloten zijn.

De technische adviseurs beschikken niet over spreekrecht tijdens de plenaire vergaderingen van de Paritaire Commissie in verband met de punten op de agenda die het voorwerp waren van een voorafgaand onderzoek binnen een werkgroep.

HOOFDSTUK IV. — *Werking*

A. Vergaderingen

Art. 6. De Commissie vergadert op initiatief van de voorzitter of op vraag van een organisatie die er vertegenwoordigd is.

Deze vraag vermeldt de punten die de organisatie op de agenda wenst te brengen en gaat gepaard met een verklarende nota en al de nodige documenten.

De door de organisaties ter sprake gebrachte vraagstukken worden binnen dertig dagen, te rekenen van de ontvangst ervan door de voorzitter, behandeld.

Voor de toepassing van dit artikel verstaat men onder « behandeld worden » het feit dat die vraagstukken op de agenda van een vergadering van de paritaire commissie worden ingeschreven.

Art. 7. De voorzitter bepaalt de datum van de vergadering en maakt de agenda op.

Tijdens de vergadering mag elk lid voorstellen dat de agenda wordt gewijzigd. De wijzigingen worden met algemene stemmen aangenomen.

Wanneer de wijziging van de agenda tot gevolg heeft dat een nieuw punt op de agenda wordt geplaatst, zijn de bepalingen van artikel 6, lid 2, van dit huishoudelijk reglement van toepassing.

Art. 8. De leden worden door toedoen van de voorzitter bijeengeroepen. De oproepingsbrief vermeldt de datum, de plaats en de agenda van de vergadering en gaat gepaard met de verklarende nota, bedoeld in artikel 6, en de documenten betreffende de agenda.

Hij wordt aan de werkende leden en de plaatsvervangers, alsmede aan de referendaris, ten minste tien dagen voor de datum van de vergadering gericht.

Art. 9. Het werkend lid dat belet is, voorziet in zijn vervanging.

Wanneer een plaatsvervanger een werkend lid vervangt, verwittigt laatstgenoemde de voorzitter zodra de vergadering geopend wordt.

Wanneer technische adviseurs de vergadering bijwonen, wordt de commissie uiterlijk bij het begin van de vergadering door een lid van de paritaire commissie op de hoogte van hun aanwezigheid gebracht.

Art. 10. De Commissie beraadslaagt geldig wanneer ten minste de helft van de werkende leden of plaatsvervangers die de werkgevers vertegenwoordigen, en ten minste de helft van de werkende leden of plaatsvervangers die de werknemers vertegenwoordigen, aanwezig zijn.

Indien de in het vorig lid bedoelde voorwaarde niet vervuld wordt, zal een nieuwe vergadering belegd worden en dan geldig beraadslagen, wat het aantal ook moge zijn van de aanwezige leden die enerzijds de werkgevers en anderzijds de werknemers vertegenwoordigen, over de punten die op de agenda van de vorige vergadering stonden.

De plaatsvervangers mogen slechts ter vervanging van verhinderde werkende leden zitting hebben.

Art. 11. De voorzitter ziet na of de voor een geldige beraadslaging vastgestelde voorwaarden vervuld zijn.

Hij leidt de besprekingen en zorgt voor de goede werking van de Commissie.

De beslissingen worden bij algemene stemmen van de aanwezige leden genomen.

De voorzitter zorgt voor het verzenden van de beslissingen van de paritaire commissie aan het lid van de Regering van de Franse Gemeenschap bevoegd voor het statuut van de in artikel 1 van het huishoudelijk reglement bedoelde personeelsleden, en eventueel aan de betrokken partijen. Hij zorgt voor deze verzending binnen de acht dagen die op de definitieve goedkeuring van de tekst van de beslissing volgen.

Wanneer de Paritaire Commissie een beslissing neemt, preciseert ze of ze wenst dat de Regering van de Franse Gemeenschap er al dan niet bindende kracht aan geeft.

De voorzitter deelt onverwijld, uiterlijk tijdens de eerstvolgende vergadering, de leden van de Paritaire Commissie de kennisgeving mee die de Minister aan hem richt ter uitvoering van artikel 97 (weigeren van de bindende kracht) van het decreet d.d. 1 februari 1993, houdende vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs of wanneer de Regering bindende kracht geeft aan een beslissing.

Art. 12. De secretaris of de adjunct-secretaris woont de vergaderingen van de Commissie bij.

De referendaris woont de vergaderingen van de Paritaire Commissie bij zo hij het nuttig acht, alsmede op verzoek van de Commissie, die zich uitspreekt bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden, of op verzoek van de Voorzitter.

De referendaris brengt op eigen initiatief of op verzoek van de Commissie, die zich uitspreekt bij meerderheid van stemmen, of op verzoek van de voorzitter, een advies uit over elk vraagstuk dat op de agenda van de Commissie of van een werkgroep van de Commissie werd geplaatst.

Het door de referendaris uitgebrachte advies wordt in de mate van het mogelijke in een document opgetekend.

Art. 13. De vergaderingen van de Commissie zijn niet openbaar.

B. Notulen van de vergaderingen

Art. 14. De secretaris stelt de notulen van elke vergadering op.

De notulen vermelden :

- de benaming van het paritair lichaam;
- de plaats en de datum van de vergadering, het openings- en sluitingsuur;
- de namen van de aanwezige, verontschuldigde of afwezige leden en de organisatie die deze leden heeft voorgedragen;
- de namen van de plaatsvervangers die de verhinderde leden vertegenwoordigen;
- de punten op de agenda;
- de vaststelling door de voorzitter dat de voorwaarden tot een geldige beraadslaging vervuld zijn.

De notulen moeten de debatten trouw en omstandig weergeven en de aangenomen besluiten puntsgewijs opnemen.

In de bijlage van de notulen worden opgenomen :

- a) de op de vergadering rondgedeelde documenten;
- b) de documenten die op de vergadering werden besproken;
- c) de documenten die de beslissingen, adviezen, voorstellen en andere handelingen van de Commissie die tijdens de vergadering werden goedgekeurd, bevatten.

Art. 15. De secretaris zendt binnen een termijn van drie dagen de notulen over aan de voorzitter.

De voorzitter ondertekent de notulen van de vergadering, die hij binnen een termijn van drie dagen aan de Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap verzendt.

Art. 16. De notulen worden naar de werkende leden en de plaatsvervangers binnen tien dagen na de vergadering gestuurd.

Bij gebrek aan een vraag om rechtzetting, gericht aan de voorzitter binnen 15 dagen te rekenen van de datum van verzending van de notulen, worden deze geacht door de Commissie te zijn goedgekeurd.

De voorzitter legt de vraag om rechtzetting aan de leden, die de vergadering hebben bijgewoond, ter goedkeuring voor. Bij gebrek aan akkoord met die vraag gebeurt de goedkeuring van de notulen bij het begin van de eerstkomende vergadering van de Commissie.

Een afschrift van de definitieve tekst van de notulen wordt naar de werkende leden en de plaatsvervangers gestuurd, alsmede naar de referendaris en de Minister van de Franse Gemeenschap.

Art. 17. Behoudens indien de Commissie hierover anders beslist, worden de notulen niet aan derden medegedeeld.

C. Beslissingen en andere handelingen van de Commissie

Art. 18. De adviezen, voorstellen, vragen alsmede de andere handelingen van de Commissie worden goedgekeurd op de vergadering tijdens welke ze geformuleerd of verricht werden en maken ieder het voorwerp uit van afzonderlijke documenten die bij de notulen van de vergadering worden gevoegd.

Overeenkomstig artikel 11 van dit huishoudelijk reglement zorgt de voorzitter voor het verzenden van adviezen, voorstellen en beslissingen aan de bevoegde Minister van de Franse Gemeenschap binnen acht dagen na de definitieve goedkeuring van de handeling.

Art. 19. De in de Commissie getroffen beslissingen kunnen bindend verklaard worden door de Regering van de Franse Gemeenschap op verzoek van de Commissie of van een in laatstgenoemde vertegenwoordigde organisatie.

De voorzitter geeft de Paritaire Commissie uiterlijk tijdens de eerstvolgende vergadering kennis van :

— het aan hem door een organisatie gericht verzoek, de Regering van de Franse Gemeenschap te vragen om een beslissing van de Paritaire Commissie bindende kracht te geven.

— de kennisgeving die de Minister aan hem richt ter uitvoering van artikel 97 (weigering om een beslissing bindende kracht te geven) van het decreet d.d. 1 februari 1993.

— de kennisgeving die de Minister aan hem richt wanneer de Regering van de Franse Gemeenschap bindende kracht geeft aan een beslissing van de Commissie.

D. Andere bevoegdheden van de voorzitter, de ondervoorzitter en de secretaris

Art. 20. De voorzitter vertegenwoordigt de Commissie in haar betrekkingen met derden.

Hij ondertekent de brieven van de Commissie.

Hij mag deze bevoegdheid niet aan de secretaris afvaardigen.

Art. 21. Bij afwezigheid van de voorzitter vervangt de ondervoorzitter hem en oefent hij in dat geval dezelfde bevoegdheid als de voorzitter uit.

Art. 22. De secretaris vervult zijn opdracht onder het gezag en de leiding van de voorzitter.

E. Samenstelling van werkgroepen

Art. 23. De Commissie mag werkgroepen samenstellen ten einde de bijzondere problemen die ze bepaalt, te onderzoeken.

Wanneer de Commissie beslist een werkgroep in het leven te roepen, telt deze vijf leden die de werkgevers vertegenwoordigen en vijf leden die de werknemers vertegenwoordigen.

De verdeling van de werknemersvertegenwoordigers is de volgende : 3 C.S.C., 1 F.G.T.B. en 1 C.G.L.S.B.

Bovendien mogen de leden bijgestaan worden door technische adviseurs wier aantal en verdeling bepaald worden overeenkomstig artikel 5 van dit huishoudelijk reglement.

De Voorzitter en de secretaris of adjunct secretaris nemen deel aan de vergaderingen van de werkgroepen. De referendaris mag de vergaderingen van de werkgroepen bijwonen.

De bepalingen van dit reglement betreffende de taken en bevoegdheden van de voorzitter, de secretaris, de adjunct-secretaris en de referendaris zijn van toepassing wanneer de werkgroepen bijeenkomen.

De leden van de werkgroepen hoeven geen werkend lid of plaatsvervanger van de Paritaire Commissie voor het Vrij Confessioneel Buitengewoon Onderwijs te zijn. Alle leden van de werkgroep hebben spreekrecht.

Enkel de werkende leden of plaatsvervangers die aan de bijeenkomsten van de werkgroepen deelnemen, mogen aanspraak maken op terugbetaling van de reiskosten, bepaald bij artikel 8 van het besluit van de Executieve d.d. 18 februari 1993 betreffende de Paritaire Commissies in het vrij confessioneel onderwijs.

De besluiten van de studies van de werkgroepen worden aan de Paritaire Commissie voor het Vrij Confessioneel Buitengewoon Onderwijs overgezonden.

HOOFDSTUK V. — Bemiddeling

Art. 24. De Centrale Paritaire Commissie voor het Vrij Confessioneel Buitengewoon Onderwijs richt onder haar leden een bemiddelingsdienst op waarvan de samenstelling, de materiele bevoegdheid en de werkwijze door een beslissing van de Paritaire Commissie worden geregeld.

HOOFDSTUK VI. — Werkings- en reiskosten

Art. 25. De werkingskosten van de Centrale Paritaire Commissie voor het Vrij Confessioneel Buitengewoon Onderwijs komen ten laste van de Franse Gemeenschap.

Art. 26. Voor de toepassing van artikel 8 van het Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende de paritaire commissies in het vrij confessioneel onderwijs wordt voor de berekening van de vervoerkosten het traject in aanmerking genomen tussen de woonplaats en de plaats van de vergadering.

HOOFDSTUK VII. — Wijziging van het huishoudelijk reglement

Art. 27. Dit huishoudelijk reglement mag bij beslissing van de Commissie gewijzigd worden indien de geplande wijzigingen niet van de wetgeving afwijken en op de agenda ingeschreven werden.

De wijziging wordt de Regering van de Franse Gemeenschap ter goedkeuring voorgelegd.

HOOFDSTUK VIII. — Slotbepalingen

A. Briefwisseling en archief

Art. 28. Elke briefwisseling over al wat de Commissie betreft, moet aan de voorzitter, ten zetel van de Commissie, gericht worden.

Art. 29. Het archief van de Commissie wordt bewaard door de dienst aangewezen door de Secretaris-generaal van het « Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation » (Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming) van de Franse Gemeenschap.

B. Indiening van het huishoudelijk reglement

Art. 30. Dit huishoudelijk reglement wordt bij de ter uitvoering van artikel 29 van dit huishoudelijk reglement aangewezen dienst ingediend.

C. Goedkeuring van het huishoudelijk reglement

Art. 31. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 92 van het decreet d.d. 1 februari 1993 wordt dit huishoudelijk reglement, op initiatief van de Voorzitter, de Regering van de Franse Gemeenschap ter goedkeuring voorgelegd.

D. Inwerkingtreding

Art. 32. Onder voorbehoud van de goedkeuring ervan door de Regering van de Franse Gemeenschap treedt dit reglement in werking op 28 april 1994.

Aldus aangenomen op de vergadering d.d. 26 april 1994 van de Centrale Paritaire Commissie.

Voor eensluidend afschrift :

De secretaris,
G. Bosendorf.

De voorzitter,
J. Servotte.

[S.C. — 29121]

27 JANVIER 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation du règlement d'ordre intérieur des Commissions paritaires de l'enseignement libre non confessionnel

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 92 du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidés de l'enseignement libre subventionné;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 18 février 1993 relatif aux Commissions paritaires dans l'enseignement libre non confessionnel;

Sur proposition du Ministre ayant le statut des membres du personnel de l'enseignement libre dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française en date du 23 janvier 1995,

Arrête :

Article unique. Le règlement d'ordre intérieur, ci-annexé, de chacune des Commissions paritaires de l'enseignement libre non confessionnel instituées par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1993 est approuvé.

Bruxelles, le 27 janvier 1995.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,

M. LEBRUN

COMMISSIONS PARITAIRES DE L'ENSEIGNEMENT LIBRE NON CONFESIONNEL

Règlement d'ordre intérieur

En séance plénière du 1er décembre 1994, la Commission paritaire centrale et les Commissions paritaires de l'enseignement supérieur, de l'enseignement secondaire, de l'enseignement fondamental et de l'enseignement de promotion sociale de l'enseignement libre non confessionnel, réunies sous la présidence de Monsieur J.-L. Richard, Conciliateur social, et régulièrement composées pour pouvoir délibérer valablement, ont adopté à l'unanimité, les présents règlements d'ordre intérieur pour lesquels elles demandent que le Gouvernement de la Communauté française décide de les rendre obligatoires en exécution de l'article 97 du décret du 1er janvier 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidés de l'enseignement libre subventionné.

A l'unanimité de ses membres, lesdites Commissions demandent également au Gouvernement de la Communauté française de veiller à la publication des présents règlements d'ordre intérieur au Moniteur Belge dans les plus brefs délais à dater de son approbation par le Gouvernement.

Vu le décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidés de l'enseignement libre subventionné;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1993 portant règlement général des Commissions Paritaires dans l'enseignement libre.